



Centre Français de Recherche sur le Renseignement

***LE « SMART POWER »
AU SECOURS DE LA PUISSANCE
AMÉRICAINNE***

Rapport de Recherche n°14 - Mars 2015

PRÉSENTATION DE L'AUTEUR

► **Olivier Guilmain** (Belgique) est politologue, diplômé de l'Université libre de Bruxelles, de l'Université de Paris-2 Panthéon-Assas et d'IRIS SUP (Paris). Il a été lauréat du Prix Jeune chercheur 2012 du Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R), catégorie « International ».

Olivier Guilmain a contribué aux ouvrages suivants : *La société civile, un cheval de Troie ?* (dir. Bernard Owen), Studyrama, Paris, 2012 ; *La face cachée des révolutions arabes*, CF2R, Ellipses, Paris, 2012. Dernière étude publiée : *Quelle société civile dans l'espace arabe ?* (Observatoire des mutations politiques dans le monde arabe), IRIS, Paris, Décembre 2014.

RÉSUMÉ

LE SMART POWER AU SECOURS DE LA PUISSANCE AMÉRICAINE

Comment garder une influence concrète sur les affaires d'un monde en recomposition ?

Cette question qui mobilise l'administration Obama depuis son entrée en fonction s'inscrit dans la configuration actuelle du repli relatif américain, lequel n'induit aucunement une abdication de la projection de puissance américaine.

Depuis 2009, une nouvelle réflexion politique et stratégique au sein de l'administration Obama, le Smart Power (la puissance intelligente), s'est offert une place de choix pour permettre, selon les situations considérées, d'opter soit pour l'activation du Hard Power (le pouvoir des armes, y compris économique), soit pour le Soft Power. Cette recherche d'efficacité maximale, évaluée au cas par cas selon les conflits et dossiers à traiter, et qui s'inscrit dans un contexte de crise budgétaire interne, exprime-t-elle un sursaut d'orgueil pour l'ancienne hyper-puissance en quête d'une virginité morale et opérationnelle ?

Cette question, qui mobilise l'administration Obama depuis son entrée en fonction, s'inscrit dans la configuration actuelle du repli relatif américain, lequel n'induit aucunement une abdication de la projection de puissance américaine. Depuis 2009, une nouvelle réflexion politique et stratégique au sein de l'administration Obama, le Smart Power, s'est offert une place de choix pour permettre, selon les situations considérées, d'opter soit pour l'activation du Hard Power, soit pour le Soft Power. Cette recherche d'efficacité maximale, évaluée au cas par cas, selon les conflits et dossiers à traiter, et qui s'inscrit dans un contexte de crise budgétaire interne, exprime-t-elle un sursaut d'orgueil pour l'ancienne hyper-puissance en quête d'une virginité morale et opérationnelle ?

Il semble désormais acquis que les États-Unis optent davantage, depuis 2009, pour une posture d'accompagnement (logistique, renseignement, opérations secrètes) dans certains conflits, lorsque les intérêts américains ne sont pas directement en jeu. Le président Obama indique aussi qu'il y aura des cas où les États-Unis mobiliseront leurs alliés pour mener des actions collectives, lorsque leurs valeurs se trouveront menacées.

Cette recherche américaine du multilatéralisme, véritable volonté de partager le fardeau (Burden sharing) des interventions militaires et diplomatiques avec ses alliés, n'exclut pas la volonté d'influencer concrètement les affaires du monde y compris les mouvements sociaux et les régimes politiques (Regime change), dans les zones jugées prioritaires par Washington.

Ceci, sous couvert d'une « promotion de la démocratie » et des droits de l'homme, assurés notamment par des ONG et des fondations « privées » américaines, véritables institutions-relais de la politique étrangère, actives sur tous les continents et financées par des fonds publics.

Le Smart Power sera-t-il le meilleur atout des États-Unis pour assumer une position stratégique unique d'« hégémon » ?

Après avoir posé un regard sur l'origine du Smart Power, dont la portée sur le terrain sera analysée, ce rapport mettra en lumière le fait que de nombreux éléments de continuité existent dans la politique étrangère américaine, notamment la volonté de contrôler les États par une politique continue de promotion de la démocratie qui illustre un solide consensus bipartisan.

Indépendamment de l'évolution lexicologique récente de la diplomatie officielle américaine, quelques exemples d'implications de Washington et de ses ONG-relais - notamment en Ukraine, en Hongrie, en Tchéquie et à Hong-Kong - illustrent le fait que le Smart Power, propose l'utilisation, selon la nécessité, de la coercition (Hard Power) ou la séduction (Soft Power), ce qui constitue une pratique typique de la politique étrangère américaine.

SUMMARY

SMART POWER USED TO BOOST AMERICAN SUPREMACY

How does a state continue to wield influence on the workings of a world undergoing fundamental change?

This is the question that has engaged the Obama administration since it came to power. The issue has emerged within the context of a relative withdrawal of the United States from the international scene, a withdrawal that should not be construed as an abdication of the projection of US power.

Since 2009, a new political and strategic thinking within the Obama administration, that we call Smart Power, is now a central platform that enables the administration to choose between either a Hard Power approach (use of warfare, including economic warfare), or a Soft Power approach, depending on the situation at hand. Does this search for maximum effectiveness, assessed on a case by case basis according to the conflicts and situations faced and against a backdrop of a domestic budgetary crisis, suggest that the pride of the former hegemon has been wounded and been forced to initiate a moral and operational makeover?

It now appears certain that since 2009 the United States prefer a supporting role, (logistical, intelligence, covert operations) in certain conflict zones, when American interests are not directly at stake. This posture has been dubbed 'leading from behind'. President Obama has also indicated that there will be situations when the United States will mobilise their allies to conduct collective military action, whenever their values are under threat.

This American appetite for a multilateral approach, for a sharing of the burden of military and diplomatic interventions with its allies, does not exclude its willingness to concretely influence the affairs of the world, including protest movements and regime change, in regions that are deemed to be a priority by Washington.

Under the cover of « safeguarding and promoting democracy » and human rights, NGOs and "private" US foundations that are in effect relay institutions for US foreign policy are active on all continents and are funded with taxpayers' money.

Is Smart Power the most effective weapon at America's disposal to ensure its unique strategic posture as the world's only hegemonic power?

Following a review of the origins of Smart Power, and an analysis of its application on the ground, this report argues that there is in fact broad continuity in US foreign policy, in particular the country's desire to control other nation states via an ongoing policy for the promotion of democracy underpinned by a solid bipartisan consensus.

Regardless of the recent changes in terminology used by government-level US diplomacy, several examples of the involvement of Washington and its NGO-relays - in particular in Ukraine, Hungary, Czech Republic and Hong-Kong - illustrate the fact that Smart Power, composed of an alliance on a case by case basis, between coercion (Hard Power) and seduction (Soft Power), is a typical practice of US foreign policy.

SOMMAIRE

INTRODUCTION	8
1. LE DERNIER QUART DE LA PRÉSIDENTE OBAMA : ENTRE PRUDENCE ET RÉARMEMENT	12
1.1. La doctrine 2015 de Sécurité nationale	12
1.2. Barack Obama demande l'aval du Congrès pour poursuivre la guerre contre l'Etat islamique	14
1.3. Ambivalence de la puissance américaine sous Obama ?	20
2. "IT'S TIME TO GET SMART, FOLKS!"	22
2.1. Le Smart Power : une révolution ?	23
2.2. Origine et mission du Smart Power : revitaliser le leadership américain	25
2.3. Le Soft Power, outil incontournable en période de crise globale.	26
2.4. Le Smart Power pour remplacer avantageusement la diplomatie transformationnelle	27
3. ONG ET FONDATIONS AMÉRICAINES AGENTS D'INFLUENCE DE LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE	30
3.1. Petit tour d'horizon des principales ONG américaines agissant pour la promotion de la démocratie à l'étranger	32
3.2. L'Ukraine, enjeu majeur pour les ONG américaines	35
3.3. De nouvelles cibles pour les ONG américaines ? La Hongrie, la Tchéquie et Hong-Kong	41
CONCLUSION	51
SOURCES	55
PRÉSENTATION DU CF2R	57

INTRODUCTION

*"I don't think our troops ought to be used for what's called nation-building.
I think our troops ought to be used to fight and win war."
George W. Bush (11 octobre 2000)*

*"The chief threats to us and to world order come from weak, collapsed, or failed states.
Learning how to fix such states—and building necessary political support at home –
will be a defining issue for America in the century ahead."
Francis Fukuyama (1^{er} janvier 2004)*

*"We must use what has been called 'Smart Power,' the full range of tools at our disposal -
diplomatic, economic, military, political, legal, and cultural - picking the right tool,
or combination of tools, for each situation.
(...) With Smart Power, diplomacy will be the vanguard of foreign policy."
Hillary Clinton (Janvier 2009)*

Barack Obama a été porté depuis son arrivée au pouvoir, en janvier 2009, par deux mots d'ordre innovants, l'un utilisé largement par le Pentagone pour les interventions des forces armées US : l'empreinte légère (*Light footprint*), l'autre plutôt utilisée par l'administration civile et par le président lui-même : le leadership en retrait (*Leading from behind*), déjà expérimenté en 2011, en Libye. Ce faisant, le président Obama s'est évertué à se démarquer de l'héritage va-t-en guerre de son prédécesseur, Georges W. Bush qui avait laissé un pays affaibli¹ et largement délégitimé sur la scène internationale.

Sur le terrain, aujourd'hui, du fait des effets néfastes des guerres d'Irak et d'Afghanistan, la guerre menée contre le terrorisme (*War on terror*) s'est inversée pour générer finalement la propagation du terrorisme (*Spread of terror*) qui a largement débordé les limites de ces deux pays.

Remarquons qu'en matière militaire, excepté le fait majeur que des opérations terrestres massives semblent désormais totalement écartées par l'administration Obama, il n'y a pas de rupture totale avec les années Bush. Car le président Obama, depuis 2009, n'a fait qu'amplifier l'utilisation d'outils militaires développés par l'administration républicaine, qu'il s'agisse des drones armés, des forces spéciales, du

¹ Un sondage de juin 2008 de l'institut de recherche *Pew* a révélé que plus de 70% des Américains avaient conscience de l'image négative de leur pays dans le reste du monde et que près de 60% considéraient que cette mauvaise réputation pouvait engendrer de sérieux périls.

développement d'armes cyber-offensives ou de l'espionnage généralisé¹ autorisé par le *Patriot Act* de 2002 et orchestré par la *National Security Agency* (NSA²).

Dans une perspective de renouveau de la politique étrangère, l'opération de communication lancée en 2009 par la nouvelle secrétaire d'Etat, Hillary Clinton, avec le concept de *Smart power*, est supposée accompagner la réorientation de la politique étrangère américaine en combinant de manière intelligente l'utilisation du *Hard power*, lorsqu'absolument nécessaire, avec le *Soft Power*, c'est-à-dire le pouvoir d'attraction cognitif de l'Amérique, quelque peu mis au rencart par huit années d'administration républicaine guerrière (janvier 2001-janvier 2009.)

Pour Hillary Clinton, il s'agissait alors de préparer et de justifier un retrait du Moyen-Orient, de pivoter un maximum vers l'Asie (le *swing* stratégique), tout en délaissant quelque peu une Europe jugée (enfin) en paix, de réinvestir les institutions multilatérales, de favoriser les options diplomatiques en cas de conflit et d'oeuvrer partout au développement et à la pérennité de la démocratie et des droits de l'homme. Ceci en n'abandonnant pas la lutte contre le terrorisme, ni la sauvegarde des intérêts stratégiques et économiques fondamentaux des États-Unis.

Six ans plus tard, le leadership présidentiel pragmatique doit cependant s'accommoder d'événements imprévus. Avec notamment l'apparition d'un nouveau terrain miné en Europe avec l'Ukraine, avec la progression irrésistible sur le terrain de l'iconoclaste État islamique (EI ou Daesh) au Moyen-Orient, et du fait de la participation des BRICS³ au plan de la Russie afin de s'émanciper du dollar au niveau des échanges internationaux. Ces cinq pays (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud) ont ainsi signé, le 15 juillet 2014, un accord-cadre portant sur la création d'une banque de développement et d'une réserve de change communes.

Les BRICS, sous l'impulsion résolue de Moscou, cherchent ni plus ni moins à créer un système alternatif aux institutions dominées par les nations occidentales, Fonds monétaire international (FMI) et Banque mondiale. Un crime de lèse-majesté pour Washington, voire un *casus belli* qui risque de faire de la Russie un rival potentiel à abattre coûte que coûte.

La volonté affichée par l'administration Obama d'assurer la place de leader des États-Unis dans un monde en complète recomposition se heurte donc à la contestation d'un statut hégémonique sur le plan des échanges économiques, mais aussi sur le plan

¹ Le programme d'espionnage massif américain, révélé notamment par Edward Snowden, a permis la collecte de données personnelles de millions de citoyens, ainsi que des institutions et chefs d'États étrangers. Selon des révélations récentes de *The Intercept* (média qui appartient à *First Look Media* qui est un groupe de presse en ligne américain), la NSA couvrirait 70% des réseaux de communication mobiles de la planète. Un espionnage opéré en infiltrant directement les grands opérateurs mondiaux. Selon Snowden, la GCHQ, l'agence de renseignement électronique britannique (*Government Communications Headquarter*) suit les traces de la NSA.

² La NSA est un organisme public états-unien lié au département de la Défense des États-Unis, responsable du renseignement d'origine électromagnétique et de la sécurité des systèmes d'information et de traitement des données du gouvernement américain.

³ L'acronyme BRIC a été introduit par Jim O'Neill de Goldman Sachs en 2001 pour nommer quatre pays : le Brésil, la Russie, l'Inde et la Chine, qui avaient en commun une masse démographique (40 % de la population mondiale), un fort potentiel de croissance (entre 3 et 10 %) et des économies dynamiques dont le poids total dans le PIB mondial pourrait dépasser les 6 premières économies occidentales d'ici 2040. Jim O'Neill, « Building Better Global Economic BRICs », in: *Global Economics*, paper n° 66, November 30, 2001, www2.goldmansachs.com/ideas/brics/building-better-doc.pdf. Les BRIC intègrent l'Afrique du Sud depuis 2011.

militaire¹, comme le prouvent les échecs de guerres d'Afghanistan et d'Irak du fait des formes asymétriques de combats que lui ont opposé de farouches mouvements de résistance locaux.

Jusqu'à mettre le pouvoir d'attraction (*Soft Power*²) américain en péril dans la région ou, comme l'estime l'essayiste américain, proche de Barack Obama, Fareed Zakaria,³ jusqu'à voir poindre la naissance d'un « monde post-américain⁴ » là où William Pfaff évoquait la « fin du siècle américain⁵ » ?

Déjà, en 1969, Henry Kissinger, alors conseiller à la Sécurité nationale (*National Security Advisor*) sous Richard Nixon illustre cette réalité programmée et redoutée d'un monde post-unipolaire : « *La cause la plus profonde de notre malaise national vient de la prise de conscience que nous sommes en train de devenir une nation comme les autres, et que notre puissance quoique vaste, a des limites*⁶ ».

« *L'Empire de la liberté* », pour reprendre l'expression du président Thomas Jefferson,⁷ peut-il se contenter de cet humble statut ? Faudra-t-il dès lors considérer désormais les États-Unis comme une simple puissance parmi d'autres ?

Dans son discours à l'Académie militaire de West Point le 28 mai 2014⁸, le président Barack Obama mit les choses au point et rappela de façon très explicite que : « *Les États-Unis sont et demeurent une nation indispensable. (...) Cela était vrai au cours du siècle écoulé et cela le restera au siècle prochain.* »

Le *Smart Power* sera-t-il le meilleur atout des États-Unis pour assumer cette position stratégique unique d'hégémon⁹ ? Après avoir porté un regard sur l'origine du *Smart Power*, dont nous analyserons la portée sur le terrain, nous verrons que de nombreux éléments de continuité existent dans la politique étrangère américaine, quelle que soit l'administration et le président en place, notamment dans la volonté affichée de contrôler les États par une politique continue de promotion de la démocratie par l'intermédiaire, notamment des fondations et ONG de droit américain, financées par des fonds publics.

¹ Sur le plan militaire, la suprématie américaine reste cependant écrasante, avec un budget qui, en 2013, est toujours supérieur à la somme des dix budgets militaires nationaux suivants (SIPRI) (Kandel, Diploweb 17 décembre 2013.)

² Le *Soft Power*, « pouvoir de persuasion, d'influence ou d'attraction » est la capacité d'un État à obtenir ce qu'il souhaite de la part d'un autre État ou d'une organisation internationale ou encore de la part d'un acteur non-étatique sans que ceux-ci n'en soient nécessairement conscients (« *Co-opt people or state rather than coerce them* » : Joseph S. Nye).

³ Voir Fareed Zakaria, *L'avenir de la liberté : La démocratie illibérale aux États-Unis et dans le monde*, Odile Jacob, 2003.

⁴ Fareed Zakaria, *L'Empire américain : l'heure du partage*, Saint-Simon, 2009.

⁵ William Pfaff, *Barbarian Sentiments: How the American Century Ends*, Hill & Wang (Farrar Straus & Giroux), New-York, 1989.

⁶ Cité dans : Andrew Krepinevich, Simon Chin & Todd Harrison, *Strategy in Austerity*, Washington, DC, CSBA, 2012. *The Center of Strategic and Budgetary Assessments* (CSBA) (Centre pour l'évaluation Stratégique budgétaires) (ACEP) est « un institut de recherche indépendant à but non lucratif de la politique publique créée pour promouvoir la pensée innovatrice et le débat sur la stratégie de sécurité nationale, de la planification de la défense et des options militaires d'investissement pour le 21e siècle. L'objectif de l'ACEP est de permettre aux décideurs de prendre des décisions éclairées en matière de stratégie, de politique de sécurité et l'affectation des ressources. » Source : <http://csbaonline.org/about>.

⁷ Thomas Jefferson a été le troisième président des États-Unis, de 1801 à 1809.

⁸ *Remarks by the President at the United States Military Academy Commencement Ceremony*, <http://www.whitehouse.gov/the-press-office/2014/05/28/remarks-president-united-states-military-academy-commencement-ceremony>.

⁹ Dans la Grèce antique, l'hégémon était à la fois chef militaire et chef politique.

Nous prendrons appui sur quelques exemples récents, en Ukraine, en Hongrie, en Tchéquie et à Hong-Kong, pour illustrer le fait que le *Smart Power* propose l'utilisation, selon la nécessité, de la coercition (*Hard Power*) ou de la séduction (*Soft Power*), et représente une pratique alchimique typique de la politique étrangère américaine. Mais en premier lieu, il convient de s'attacher à décrire quelques éléments fondamentaux de la politique actuelle menée par l'administration Obama.

1. LE DERNIER QUART DE LA PRÉSIDENTENCE OBAMA : ENTRE PRUDENCE ET RÉARMEMENT

1.1. La doctrine 2015 de sécurité nationale

Alors que l'élection présidentielle américaine de 2016¹ qui se déroulera le mardi 8 novembre (*Election Day*) commence à occuper les médias américains², les questions de la succession et de l'héritage du président Obama sont déjà largement commentées.

Dans ce contexte de (presque) fin de règne, le président vient de rendre publique le 6 février 2015 sa nouvelle doctrine de sécurité nationale (*National Security Strategy – NSS 2015*), dans un document³ qui explicite les lignes directrices de la politique étrangère des États-Unis, à l'heure où les menaces terroristes, la situation préoccupante en Europe orientale (Ukraine) et la guerre contre l'État islamique (EI) nécessitent une exposition claire des ambitions de son pays.

Le texte réaffirme la volonté de Washington d'exercer avec prudence l'expression de la puissance américaine, tout en facilitant l'intégration des puissances montantes au sein de « l'ordre libéral du monde. » Ainsi, la *doctrine 2015* apparaît clairement comme une volonté d'explorer avant tout des moyens non-militaires pour résoudre les conflits, ceci, somme toute, dans la continuité du document de 2010 (*National Security Strategy – NSS 2010*.)

La question de savoir comment les États-Unis trouveront l'équilibre entre *Hard Power* et *Soft Power* dans quelques dossiers clés n'est pas développée dans ce rapport. Citons ici le mode d'intervention des États-Unis dans les conflits civils, ou le *modus operandi* de l'aide apportée à la démocratie et aux droits humains dans des lieux moins stratégiques pour Washington, et enfin les contours de la gestion d'une crise éventuelle avec la Chine.

Si, dans le document de 2010, le président Obama avait déjà abandonné clairement la théorie interventionniste de la « guerre préventive » chère à Georges W. Bush, en 2015, il semble aller plus loin et mettre au rebut le projet militaire de « remodelage du Moyen-Orient élargi » (*The Greater Middle East*). L'ambition ne semble plus être de renverser le président Bachar el-Assad, mais uniquement de « réduire » l'État islamique par une intervention armée limitée, mais indispensable : « *La force n'est pas le premier choix des États-Unis, mais parfois ce choix est nécessaire.* »

¹ Le président nouvellement élu entrera en fonction le 20 janvier 2017 (*Inauguration Day*.)

² Voir notamment le *Washington Post* du 7 décembre 2014. http://www.washingtonpost.com/politics/whos-most-likely-to-end-up-as-republicans-nominee-in-2016-presidential-race/2014/12/07/b37cafca-7e3c-11e4-81fd-8c4814dfa9d7_story.html.

³ National Security Strategy, February 2015, White House, Washington. Source : http://www.whitehouse.gov/sites/default/files/docs/2015_national_security_strategy_2.pdf

A ce propos, dans une interview publiée par le *New-York Times*, la conseillère du président Obama pour la Sécurité nationale, Susan Rice, expliquait, en octobre 2013, la doctrine de l'« empreinte légère » appliquée au Moyen-Orient : « *Nous ne pouvons pas nous concentrer 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, sur la région du Moyen-Orient. Le temps est venu pour que nous prenions notre distance de cette région et révisions notre approche envers elle.* » Et d'insister : « *Un autre monde existe en dehors du Moyen-Orient et nous avons des intérêts à défendre et des opportunités à saisir dans ce monde*¹. »

Une nouveauté dans le texte de 2015 mérite que l'on s'y attarde. Elle concerne la volonté de redorer le blason moral de l'Amérique après les excès de la guerre menée contre le terrorisme, depuis 2001.

En 2012, l'ex-président Jimmy Carter avait déjà mis en garde l'administration Obama dans un article cinglant, publié dans le *New York Times*² contre les violations des droits de l'homme perpétrés par les États-Unis dans leur lutte contre le terrorisme, soulignant que le pays « *perdait son autorité morale.* »³ Selon Carter, les actions des services anti-terroristes américains ont bafoué 10 des 30 articles de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Cette attitude, précise Carter, a été poursuivie sous l'autorité des deux partis (républicain et démocrate), « *sans être contestée par l'opinion publique.* » Et Jimmy Carter de conclure sèchement : « *(...) notre pays ne peut plus s'exprimer avec une autorité morale sur ces questions essentielles. (...) Au moment où des révolutions populaires se multiplient à la surface du globe, les États-Unis devraient renforcer, et non affaiblir, les principes et les règles édictés dans la déclaration universelle des droits de l'homme.*⁴ »

Parmi les faits incriminés figurent la mort de civils lors d'attaques répétées de drones, les assassinats ciblés d'Américains, la détention illimitée de suspects d'actes de terrorisme sans jugement, à Guantanamo, ou sur des navires de guerre, ou encore l'utilisation démesurée de la torture. Tout ceci dans un contexte où les promesses électorales de Barack Obama de 2008 pour tenter de restaurer l'éthique des États-Unis sont, pour la plupart, restées lettres mortes. Dans le document *National Security Strategy – NSS 2015*, Barack Obama fait clairement mention du fait que les États-Unis sont « *irréprochables en matière de Droits de l'homme et de protection des individus* » et que « *l'administration Obama a mis fin à la pratique de la torture et garantit les droits des prisonniers.* »

De manière générale, le texte de février 2015 illustre une volonté de promotion d'un ordre international qui encouragera la paix, la sécurité et les opportunités commerciales grâce à une coopération multilatérale plus forte entre les États-Unis et ses alliés, afin de répondre aux défis mondiaux les plus essentiels.

Somme toute, c'est l'idée d'« *hégémonie partagée* » qui fait la force de ce texte où l'on peut lire que ces objectifs d'ordre international seront atteints, notamment en : « *consolidant et développant nos alliances et nos partenariats internationaux, en forgeant diverses coalitions et en guidant les Nations unies et autres organisations multilatérales ; trouvant un nouvel équilibre avec l'Asie et le Pacifique au moyen d'une diplomatie accrue, d'alliances et de partenariats plus forts, du développement des échanges et des investissements, et d'une position sécuritaire diversifiée; renforçant notre engagement durable envers une Europe libre et pacifique en nous opposant aux agressions et en modernisant l'OTAN pour répondre aux nouvelles menaces ; continuant à encourager la*

¹ "Rice Offers a More Modest Strategy for Mideast", Mark Landler, *The New-York Times*, 26 octobre 2013.

² "A Cruel and Unusual Record", Jimmy Carter, *The New-York Times*, 24 juin 2012.

³ AFP, 25 juin 2012.

⁴ "A Cruel and Unusual Record", Jimmy Carter, *The New-York Times*, 24 juin 2012.

stabilité au Moyen-Orient et en Afrique du Nord en luttant contre le terrorisme, en empêchant l'Iran d'acquiescer à l'arme nucléaire et en réduisant les sources de conflit sous-jacentes.»¹

C'est bien dans cet état d'esprit, avec cet appel du pied aux Européens et aux autres alliés de l'Amérique, que Barack Obama exprime le fait que l'empreinte légère des armées US est promise à un bel avenir, que ce soit pour lutter contre l'EI, ou en Libye, où une nouvelle intervention militaire, avant tout européenne, semble aujourd'hui inéluctable, voire déjà programmée, notamment par Paris.

1.2. Barack Obama demande l'aval du Congrès pour poursuivre la guerre contre l'Etat islamique

Après l'avoir envisagé ouvertement depuis l'automne 2014, le président Obama a formellement demandé, le 11 février 2015, au Congrès, d'avaliser l'opération militaire² *Inherent Resolve*³ en cours en Irak et en Syrie contre l'État islamique.

Selon cette proposition de loi, le Pentagone serait autorisé à combattre l'EI sans limitation dans l'espace, c'est-à-dire y compris en Syrie. Les forces aériennes américaines avaient commencé les frappes le 7 août 2014, sans l'aval *ad hoc* du pouvoir législatif. L'administration Obama s'étant alors appuyée sur deux lois d'exceptions adoptées, en 2001 et en 2002, afin de permettre à l'époque la traque d'al-Qaïda et de mener la guerre offensive contre l'Irak de Saddam Hussein.

Depuis août 2014, le président agissait en tant que chef des armées (*commander-in-chief*) pour combattre le groupe terroriste en Irak, mais s'agissant d'une extension des combats en Syrie, il apparaissait nécessaire pour le président d'obtenir l'aval du Congrès pour continuer voire approfondir les opérations militaires.

Barack Obama avait déjà évoqué ceci dans son discours annuel sur l'état de l'Union, le 20 janvier 2015, au Capitole : *"I call on this Congress to show the world that we are united in this mission by passing a resolution to authorize the use of force against ISIL. (...) We need that authority."*⁴

Ainsi, par cette « *Authorization for Use of Military Force* » (AUMF), il s'agit de donner une assise juridique incontestable à l'intervention américaine actuelle contre l'EI qui représente selon le président américain : « *une menace pour les peuples et la stabilité de l'Irak, de la Syrie et du Moyen-Orient.* » Et d'insister : « *Sans intervention, l'EI pose une menace au-delà du Moyen-Orient, y compris pour le territoire des États-Unis.*⁵ »

Cette AUMF, si elle est accordée à l'exécutif américain d'ici quelques semaines ou quelques mois, sera valable pour trois années renouvelables. Précisons que ceci ne permettra pas le lancement d'opérations au sol de grande ampleur. En clair, il ne sera pas question d'opérations comme celles menées en Afghanistan ou en Irak. Seules les

¹ <http://iipdigital.usembassy.gov/st/french/texttrans/2015/02/20150211313526.html>.

² En janvier 2015, 62 pays qui font partie d'une coalition internationale qui mène une intervention armée contre l'État islamique.

³ *Combined Joint Task Force - Operation Inherent Resolve (CJTF-OIR)* est le nom de l'opération militaire interalliée lancée contre l'EI en août 2014.

⁴ *Remarks by the President in State of the Union Address*, 20 janvier 2015. <http://www.whitehouse.gov/the-press-office/2015/01/20/remarks-president-state-union-address-january-20-2015>.

http://www.liberation.fr/monde/2015/02/11/barack-obama-demande-au-congres-americain-d-appuyer-la-guerre-contre-l-ei_1200477. *Libération*, 11 février 2015.

missions de sauvetage et les raids des forces spéciales contre les responsables djihadistes seront autorisés au sol.

Pour le président Obama, les États-Unis ne doivent plus s'engager dans des opérations terrestres de grande ampleur, car dit-il « (...) *Cela n'est pas dans l'intérêt de notre sécurité nationale et ne nous aide pas à mettre l'EI en échec.*¹ » La stratégie actuelle américaine est de laisser le soin aux forces irakiennes et kurdes de combattre au sol les djihadistes de l'EI. C'est pour cette raison que la coalition internationale a envoyé 400 conseillers militaires en Irak. S'agissant de la Syrie, la donne est encore plus compliquée dans la mesure où les rebelles modérés de l'Armée syrienne libre (ASL) n'ont pas la capacité ni les moyens logistiques de reprendre le terrain perdu au profit des djihadistes, ni contre Daesh, ni contre le Front al-Nosra.

L'armée des États-Unis, qui avait achevé son retrait d'Irak le 18 décembre 2011, s'en retourne donc à nouveau en guerre. Même si, officiellement, il s'agit d'une mission « humanitaire », menée pour « prévenir un possible génocide » contre les populations civiles irakiennes et contre les kurdes en particulier. Mais le *Financial Times* signale que d'autres objectifs sont aussi à prendre en considération, en exprimant l'idée que les premiers bombardements américains « *coïncident avec le fait que les combats dans le nord de l'Irak mettaient en péril le fonctionnement normal des compagnies pétrolières occidentales*². » Dès le début du mois d'août 2014, il est vrai que des compagnies comme Afren, Genel Energy, Chevron et ExxonMobil commençaient à évacuer du personnel, laissant libre le chemin pour le contrôle de ces compagnies par des groupes islamistes.

Six mois plus tard, on peut supposer que la demande du Président adressée au Congrès de « *légaliser la guerre contre l'EI* » laisse entrevoir une plus grande implication des États-Unis pour arrêter, voire détruire l'EI, tout en souhaitant protéger, avec l'aide de ses alliés, les intérêts financiers et la sécurité énergétique des occidentaux. Sans que ceci n'implique, jusqu'à présent, une réelle ambition affichée de *Nation building* sur le terrain pour les différents États en voie d'explosion (Libye, Irak, Syrie, et dans une moindre mesure, Liban et Bahreïn), l'administration Obama ayant avant tout pour objectif principal, ne l'oublions pas, de mener à bien, avant tout, le « *Nation building at home.* »

La notion de *Nation building* (construction de la nation) est une terminologie formulée par les stratèges américains du fait de l'implication croissante des États-Unis dans le monde, après l'abandon de la doctrine Monroe³. Il s'agit dès lors de s'investir dans les affaires du monde, y compris dans la politique intérieure des États afin de les transformer et d'en faire des alliés sûrs et, selon, les cas, de les intégrer dans un système d'alliance multilatérale.

Au regard de l'histoire, il est évident que les États-Unis considèrent le *Nation building* comme une technique efficace et une tâche essentielle pour préserver leurs intérêts économiques et politiques dans des pays considérés comme « sensibles » sur le plan géostratégique.

¹ *Le Figaro.fr* avec AFP, 11 février 2015.

² <http://www.ft.com/cms/s/0/45140de4-1ece-11e4-ad93-00144feabdc0.html#axzz3S5YGeUJX>.
Financial Times, 8 août 2014.

³ La doctrine Monroe peut se définir comme un ensemble de principes de politique étrangère énoncés par le président des États-Unis J. Monroe dans son message annuel au Congrès, le 2 décembre 1823. Cette doctrine entend préserver le continent nord-américain et l'Amérique latine contre d'éventuelles interventions colonisatrices européennes. Le continent américain sera dès lors protégé par les États-Unis, qui déclaraient en outre se désintéresser ici des affaires européennes (politique isolationniste.)

De nombreux pays ont ainsi connu une ou des interventions appuyées de la part des États-Unis dans leurs affaires intérieures visant au *Nation building*. Citons ici le Panama, le Nicaragua, Haïti, la République Dominicaine, l'Allemagne, le Japon, le Vietnam, le Cambodge, la Grenade, la Somalie, la Bosnie, etc. Avant l'Irak et l'Afghanistan, avec le peu de succès que l'on sait pour ce qui concerne ces deux derniers cas.

Aujourd'hui, l'Irak et la Syrie, tout comme la Libye, sont concernées par des interventions militaires et par des opérations de *Soft Power* menées par Washington et ses alliés qui visent à y implémenter, à terme un *Smart leadership*. En l'espèce, la nouvelle approche de l'administration Obama se lit, par exemple, dans l'éviction fortement encouragée par Washington (*Soft Power*) du Premier ministre irakien chiite Nouri al-Maliki, en août 2014, après huit années de pouvoir. Un Premier ministre qui venait d'être lâché par l'Iran et qui subissait une forte pression émanant des kurdes d'Irak.

A la satisfaction des États-Unis, le Parlement irakien avait ensuite donné son approbation au nouveau gouvernement dirigé par le Premier ministre chiite Haïdar Al-Abadi, le 8 septembre 2014, afin de tenter de résoudre la crise politique et pour apaiser les tensions communautaires. Al-Abadi, représentant de la communauté chiite, avait d'ailleurs inclus dans son cabinet des membres de confession sunnite et des Kurdes.

L'Irak s'est donc doté d'un exécutif déterminé à la fois à combattre l'EI et à pratiquer une politique interne d'inclusion des sunnites au processus de décision politique. Ceci sous l'influence des États-Unis qui mettent par là en place une stratégie de *Smart leadership* en se limitant pour le moment à favoriser les fondations d'une politique de *Nation building* pour l'Irak.

Dans la stratégie d'Obama d'influencer le cours des choses sans se précipiter dans l'option du *Hard Power*, un écueil est précisément représenté par l'impossibilité pratique de poser la première pierre du *Nation building* en Syrie.

L'Irak comme la Syrie sont actuellement confrontés à des guerres civiles intercommunautaires et l'EI ne représente ici qu'un symptôme qui illustre ce phénomène. L'EI n'est pas le problème en soi. Il apparaît donc, avant tout, indispensable de stabiliser ces deux pays sur le plan interne en apportant une aide concrète aux pouvoirs en place (Irak) ou aux groupes susceptibles de prendre le pouvoir et d'en assurer la continuité (Syrie) dans un esprit d'apaisement entre les communautés. Et, faute de mener à bien cette première étape de *Nation building*, il sera sans doute très difficile de se défaire pour de bon de l'EI sur le terrain.

Ceci nous indique clairement que dans le cas de guerres civiles de haute intensité, le processus de construction nationale est un long processus qui requiert patience, connaissance du terrain, investissement massif sur le plan militaire et logistique et *last but not least...* de tempérance.

Le meilleur contre-exemple nous vient de Libye où la guerre de 2011 n'a pas été accompagnée d'une politique réfléchie de *Nation building*, laissant les milices privées, groupes communautaires et tribus s'affronter dans un vide de pouvoir menant au chaos (pas d'État, pas de lois couvrant l'ensemble du territoire et absence de démocratie.)

A la lumière du cas libyen, on peut sans doute lire la logique qui a présidé à la non-intervention américaine et alliée en Syrie, jusqu'ici. L'administration Obama ayant compris qu'une intervention militaire serait contre-productive faute de disposer d'un plan de *Nation building* satisfaisant¹.

¹ Francis Fukuyama considère aussi que, dans bien des cas, avant de s'attacher à limiter le pouvoir, ce qui est l'objectif de la démocratisation, il faut le concentrer, afin d'établir de l'ordre, ce qui est l'objectif du

Le président Obama s'est exprimé au sujet de la Syrie en ce sens, dans une interview pour *The New Republic*, le 27 janvier 2013 : « *J'ai sans doute davantage conscience que tout autre non seulement de nos incroyables forces et capacités, mais aussi de nos limites. Dans une situation comme celle de la Syrie, je dois me poser la question suivante : pouvons-nous faire une différence ? Une intervention militaire aurait-elle un impact ? (...) Est-ce que cela pourrait aggraver les violences ou déclencher l'usage des armes chimiques ? Quelle est la meilleure option pour assurer un régime post-Assad stable ?* ¹ ». Et ce n'est finalement que devant la forte progression de l'EI sur le terrain, en Irak et en Syrie, que les États-Unis se sont résolus à intervenir militairement, mais de manière limitée, à partir d'août 2014.

Aujourd'hui, Obama se doit donc d'être plus *smart*, plus préparé que ne l'avait été George W. Bush en Irak. Car lorsqu'intervint l'invasion de l'Irak, en 2003, l'administration Bush ne s'était pas préoccupée de planifier une quelconque élaboration de *Nation building* pour ce pays. Ce n'est qu'après l'invasion militaire que les États-Unis se rendirent compte qu'il était dans leur intérêt de reconstruire l'Irak avant de quitter les lieux². Et on peut affirmer que cette quasi-improvisation de l'administration Bush a mené à l'éclatement de la guerre civile irakienne des années 2006-2008.

Il est donc primordial aujourd'hui pour Obama de ne pas répéter les erreurs de la « *stupide guerre* » (*Dumb war*³) en Irak et de déjà planifier, pour le moyen terme, une reconstruction de la Syrie, qui sera un long processus, sans doute avec le président Bachar el-Assad aux commandes, pour un temps plus ou moins long, avant qu'une alternative politique jugée fiable, par Washington et ses alliés, soit prête à gouverner et à permettre, ensuite un changement de régime.

Mais pour Obama, il est impératif de ne pas retomber dans un piège à l'irakienne. Ce qui a d'ailleurs largement déterminé l'intervention militaire américaine en Libye, en 2011 : pas de déploiement de troupes au sol, mais un appui militaire et politique aux forces de l'opposition pour aider à renverser Kadhafi et, surtout, pas d'implication dans la phase de transition et de reconstruction du pays, mais des interventions ciblées des forces spéciales pour éliminer des leaders d'Al-Qaïda sur le terrain.

Devant le Congrès, le 31 mars 2011, le secrétaire à la Défense Robert Gates, affirmait au sujet de la Libye que « *la dernière chose dont les États-Unis aient besoin est une autre entreprise de nation-building (...) et que tant qu'il serait à son poste, il n'y aurait pas de troupes américaines au sol en Libye*⁴. »

De même, dans son discours du 19 mai 2011, le président Obama insistait dans la même logique : « *Nous avons appris de l'expérience en Irak combien il est coûteux et difficile d'imposer un changement de régime par les armes*⁵ »

nation-building. Pour lui, c'est la guerre civile, l'anarchie et l'absence de souveraineté qui sont souvent les vrais problèmes, avant l'absence de démocratie réelle.

¹ *The New Republic*, 27 janvier 2013. <http://www.newrepublic.com/article/112190/obama-interview-2013-sit-down-president>.

² "What I am opposed to is a dumb war. What I am opposed to is a rash war. What I am opposed to is the cynical attempt by [officials] to shove their own ideological agendas down our throats, irrespective of the costs in lives lost and in hardships borne." Discours du sénateur Barack Obama, le 2 octobre 2002, à propos de l'invasion de l'Irak qui se profilait. Source: The Atlantic.

<http://www.theatlantic.com/international/archive/2013/08/what-i-am-opposed-to-is-a-dumb-war/279228>.

³ Selon une expression utilisée par Obama, en 2002, alors sénateur de l'Illinois.

⁴ *The Guardian*, 31 mars 2011. <http://www.theguardian.com/world/blog/2011/mar/31/libya-moussa-koussa-gaddafi-live>.

⁵ The White House. *Remarks by the President on the Middle East and North Africa*. State Department,

Or, à la lumière des événements en Libye depuis la fin du régime de Kadhafi, la politique de retrait ou de non-implication des alliés dans la phase de reconstruction de l'État apparaît catastrophique au moment où, règnent aujourd'hui sur le terrain des milices incontrôlables qui compromettent la paix civile et empêchent la construction des institutions étatiques tout en déstabilisant les pays voisins (Mali, Algérie, Tunisie.)

Dans le cas de l'Irak (*Heavy footprint*) et dans le cas de la Libye (*Light footprint*), les Occidentaux ont perdu le contrôle du *Regime change*. Dans le discours du 19 mai 2011, le président Obama admettait les difficultés inhérentes à la phase de *transition démocratique* en Libye : « *Tous les pays ne suivront pas notre forme particulière de démocratie représentative, et il y aura des moments où nos intérêts de court terme ne s'aligneront pas parfaitement avec notre vision de long terme de la région. Mais nous pouvons et nous continuerons à exprimer nos principes fondamentaux qui ont guidé notre action sur place au cours des six derniers mois.*¹ »

Pour Barack Obama, arrivé au dernier quart de sa présidence, et au vu de la menace nouvelle représentée par l'EI, il n'y a sans doute plus de temps à perdre. Et, malgré les nombreuses déclarations évoquées ci-dessus qui illustrent la volonté américaine de rester en retrait, le discours le plus crédible que le président pourrait désormais tenir devant les Américains, et devant le Congrès dominé par les républicains, tient en l'idée que le *nation building* en Syrie est essentiel, non seulement pour le Moyen-Orient, mais aussi pour les États-Unis. C'est précisément le message délivré par Obama dans le document *National Security Strategy – NSS 2015* évoqué plus haut.

Ainsi, ces oublis du *Soft Power* de l'équipe Bush et les échecs cuisants du *Hard Power* auront eu pour conséquence de « *restaurer l'autorité des « réalistes » en politique étrangère, dans la tradition de Henry Kissinger*². » Mais il est clair que le président Barack Obama ne se laisse pas enfermer par une théorie figée en matière de politique étrangère, mais s'inscrit plutôt dans une logique « pragmatique » en visant avant tout, non à transformer le monde selon un prisme idéologique déterminé, mais bien à maintenir « *le leadership global* » des États-Unis sur le plan économique et stratégique, sans chercher à l'accroître par des moyens militaires, ni à remodeler la région selon un plan ambitieux nourri d'idéalisme, comme le faisaient les théoriciens néoconservateurs sous Georges W. Bush.

Obama entend promouvoir un ordre international stable, marquant par là une pause stratégique réfléchie qui devrait combiner harmonieusement pouvoir et légitimité, en quelque sorte la formule chimique du *Smart Power* pour assurer un leadership multipolaire basé sur des valeurs communes défendues avec des alliés sûrs, entreprenants et ne rechignant pas aux combats militaires.

Comme l'indique Henry Kissinger, l'essence de la diplomatie est de trouver cet équilibre : « *Les calculs de pouvoir sans dimension morale transformeront chaque désaccord en un rapport de force ; l'ambition n'aura pas de limite*³ ».

Sans doute, la sous-évaluation initiale, tant du dangereux pourrissement de la situation en Ukraine depuis la fin de l'année 2013, que du danger allant croissant représenté par l'EI devenu hors contrôle depuis l'été 2014, renvoie à la logique de la

Washington, 19 mai 2011. <http://www.whitehouse.gov/the-press-office/2011/05/19/remarks-president-middle-east-and-north-africa>.

¹ Ibid.

² Francis Fukuyama, «After Neoconservatism», *The New-York Times*, 19 février 2006.

³ « Le réalisme libéral de Henry Kissinger », Benjamin Haddad, in *Le Monde*, 29 octobre 2014. http://www.lemonde.fr/idees/article/2014/10/29/le-realisme-liberal-de-henry-kissinger_4514519_3232.html.

doctrine Obama déjà mentionnée du *Light footprint* consécutive à une adaptation à la logique budgétaire restrictive du « *Small low cost innovative approaches*.» Mais le principe de réalité sur le terrain européen et moyen-oriental a rattrapé les États-Unis depuis le début de l'année 2014 et un retrait de la puissance américaine dans sa cour privée n'est donc pas (plus) envisageable.

A l'occasion du discours prononcé le 28 mai à West Point déjà évoqué, Obama avait enfoncé le clou de l'intervention militaire à décider au cas par cas : « *Ce n'est pas parce qu'on a le meilleur marteau qu'on doit voir chaque problème comme un clou.* ¹ »

Le double problème actuel réside dans le fait que l'État islamique ou la pression russe exercée sur l'Ukraine ne sont pas n'importe quels « clous » et que la logique prudente du *Containement* (« endiguement ») pourrait laisser la place au plus agressif *Roll back* (« refoulement »), soit à un interventionnisme militaire mesuré, conforme aux moyens financiers disponibles, mais ferme.

Si les moyens financiers de la Défense étaient en diminution depuis 2013 et jusqu'à ce jour (les coupes budgétaires en vigueur depuis le 1^{er} mars 2013), pour réduire le déficit public, le président Obama, en conclusion du texte *National Security Strategy-NSS 2015*, souligne que « ce programme ambitieux » ne pourra être accompli qu'en s'assurant la « *pleine coopération entre Républicains et Démocrates.* »

La Maison-Blanche a planché en février 2015 sur l'élaboration du budget pour l'année fiscale 2016 (qui débute le 1^{er} octobre 2015.) Le Pentagone, sous l'influence du très hégémoniste CNAS (*Center for a New American Security*²) insiste depuis quelques temps sur le fait que ce budget « *ne sera efficace que si les Américains se sentent en sécurité à la maison et aussi à l'étranger,* » ajoutant que « *les événements géopolitiques de l'année 2014 n'ont fait que renforcer leur besoin d'une augmentation, contrairement aux dispositions actuelles.* ³ »

L'augmentation envisagée des dépenses pour la Défense s'élèverait à 38 milliards de dollars pour atteindre un montant record total du budget militaire de 561 milliards de dollars. En outre, Obama demande une enveloppe supplémentaire pour financer les opérations liées aux conflits en Irak et en Syrie, ainsi que pour assurer la pérennité d'une présence militaire limitée en Afghanistan. Enfin, *l'administration Obama annonce que le budget pour 2016 devrait inclure un montant de 640 millions de dollars pour l'Ukraine, la Moldavie et la Géorgie pour « contrer la pression russe dans ces pays. »* Ces mesures préventives démontrent que les États-Unis poursuivent des objectifs géopolitiques précis destinés à empêcher tout processus d'intégration de ces pays dans le giron de la Russie, et, globalement à séparer la Russie de l'Ukraine et des pays voisins.

Le « réarmement » américain est donc en marche, mais il est à peu près établi que celui-ci sera modéré. Jusqu'à l'élection présidentielle de novembre 2016 ? Mais il ne faudrait pas oublier que le Congrès est aujourd'hui composé d'une majorité d'élus Républicains et que parmi ceux-ci nombreux sont ceux qui aimeraient aller plus loin dans les aventures guerrières au Levant et ailleurs.

¹ *France culture*, 9 juin 2014. <http://www.franceculture.fr/emission-du-grain-a-moudre-quelle-amerique-obama-va-t-il-leguer-au-monde-2014-06-09>.

² Le CNAS se définit comme suit : « *An independent, nonpartisan and nonprofit organization that develops strong, pragmatic and principled national security and defense policies* » (<http://www.cnas.org>.) Le CNAS est un *Think Tank* financé par des industriels de l'armement et des prestataires de la défense. Fondé à l'origine par des démocrates, en 2007, il intègre aujourd'hui des « faucons » républicains pour former un organisme bipartisan. Plutôt favorable à une politique américaine expansionniste, il collabore activement avec des membres actifs du *Project for a New American Century*, un *Think Tank* néoconservateur.

³ <http://ilfattoquotidiano.fr/contre-qui-obama-sapprete-t-il-a-faire-la-guerre-en-europe>.

A l'image du sénateur de l'Arizona, l'omniprésent John McCain, qui appelle à combattre l'EI au sol dans les plus brefs délais et ne cache pas son souhait de déloger Bachar el-Assad par les armes et de tout faire pour obtenir l'indépendance totale du Kurdistan irakien, ou encore de créer un *Sunniteland* fiable, véritable État sunnite allié de Washington dans la région. C'est sous cette pression non négligeable que le président Obama doit tenter de convaincre le Congrès et son opinion publique que sa politique de retrait calculé et relatif qui vise à faire partager le fardeau des interventions militaires (*Burden sharing*) avec ses alliés est la meilleure réponse de l'Amérique au flou prédictif suscité avant tout par la multiplication des acteurs non étatiques dans les relations internationales d'aujourd'hui.

Henry Kissinger, dans son dernier ouvrage paru, en septembre 2014¹, semble s'inquiéter des larges oscillations de la politique étrangère américaine récente, « *superpuissance ambivalente* », entre les élans messianiques des néoconservateurs et le repli, jugé isolationniste, par Kissinger, de l'administration Obama.

La demande d'Obama adressée au Congrès de « légaliser » la guerre contre l'EI, en février 2015 devrait rassurer quelque peu Kissinger et, peut-être même calmer les hégémonistes avides de *Hard Power*.

1.3. Ambivalence de la puissance américaine sous Obama ?

Alors que le président Barack Obama avait annoncé, en décembre 2014, la fin des opérations de combat en Afghanistan, le Pentagone a clairement indiqué, au début du mois de février 2015, que les opérations allaient s'intensifier. Et que les plans de retrait des troupes américaines pourraient être reconsidérés. Le président avait pourtant déclaré que « *la plus longue guerre de l'histoire américaine s'achevait de manière responsable*² ». Il avait ajouté que la réduction des forces américaines marquait « *une étape importante pour son pays.* »

Mais dans les faits, au quotidien, la guerre en Afghanistan se poursuit pour la population afghane appauvrie et victime d'une véritable catastrophe humanitaire. Ceci alors qu'Obama présentait un bilan plutôt positif d'une occupation qui avait réussi à « *détruire le noyau de la direction d'Al-Qaïda, à faire en sorte que justice soit faite, en l'occurrence avec Ben Laden, à déjouer les complots terroristes et à sauver d'innombrables vies américaines.* »

Alors qu'Obama prétendait avoir mis fin aux opérations de combat, son gouvernement ordonnait une forte augmentation des raids nocturnes menés contre les villages afghans par les forces spéciales américaines, ainsi qu'une intensification des bombardements aériens. La « reconsidération » des opérations de combat américaines en Afghanistan intervient précisément au moment où Washington laisse entendre qu'une vaste offensive sous direction américaine contre Mossoul, deuxième ville d'Irak, tombée aux mains de l'EI, en juin 2014, pourrait avoir lieu.

En Ukraine, malgré la conclusion des Accords de Minsk 2, le 12 février 2015 - où un texte négocié entre dirigeants allemands, français, ukrainiens et russes prévoit notamment un cessez-le-feu et une zone démilitarisée en Ukraine - Washington a réitéré ses menaces contre Moscou accusé de velléités expansionnistes. Le nouveau secrétaire

¹ Henry Kissinger, *World Order: reflections on the character of nations and the course of history*, Penguin UK, 2014.

² http://www.huffingtonpost.com/2014/12/28/obama-afghanistan_n_6387378.html.

américain à la défense, Ashton Carter, a indiqué son souhait de voir l'armée ukrainienne fournie en matériel lourd dans une guerre interne qui pourrait entraîner un affrontement direct entre les États-Unis et la Russie.

Au Moyen-Orient, depuis l'été 2014, Barack Obama entend modifier sa politique, de manière à éliminer l'État islamique avec l'aide de la Syrie. Mais il doit tenir compte du fait que son administration n'a cessé de dire depuis 2011 que le président Bachar el-Assad devait partir, et d'autre part il est confronté avec le fait que ses alliés régionaux continuent (officieusement) de soutenir l'EI contre la Syrie alaouite. Le 22 octobre 2014, la Rand Corporation, un *Think Tank* influent du lobby militaro-industriel américain, modifiait sa position en ce sens en affirmant que, désormais, la pire chose qui puisse arriver pour les États-Unis, c'est la chute du président Bachar el-Assad¹.

Au vu des éléments évoqués ci-dessus, il apparaît que Barack Obama est plutôt partagé, selon les dossiers, entre un pragmatisme prudent et un réalisme idéaliste qui ne dit pas son nom. Mais son discours *smart* (ou équilibré) qui doit tenir compte, non seulement de l'évolution des conflits sur le terrain, mais aussi des multiples pressions internes, plutôt que d'être ambivalent, n'est-il pas en train de glisser du *Smart Power* vers le *Hard Power* en ce début de printemps 2015 ?

¹ "Alternative Futures for Syria. Regional Implications and Challenges for the United States."
<http://www.rand.org/topics/syria.html>.

2. "IT'S TIME TO GET SMART, FOLKS !"

Le *Smart Power* s'inscrit dans une réflexion de longue date portée, notamment par le politologue et ancien sous-secrétaire d'Etat de l'administration Clinton, Joseph S. Nye.¹ En 2007, Nye est co-auteur avec Richard L. Armitage, ancien pilier du département de la Défense de George W. Bush, d'un rapport² détaillé sur le *Smart Power*, visant à adapter la politique étrangère américaine aux crises du XXI^e siècle. Ceci dans un cadre bipartisan (Nye est proche des démocrates et Armitage des républicains) au sein du prestigieux *Center for Strategic and International Studies (CSIS)*, *Think Tank* dans lequel des intellectuels américains ont exprimé le besoin urgent de redéfinir le sens de l'engagement des États-Unis dans le monde, en marge des déterminants idéologiques des hégémonistes néoconservateurs.

En 2007, le consensus était en effet assez large sur la nécessité de sortir de la fuite en avant interventionniste menée depuis trop longtemps par l'administration Bush. Le rapport Nye-Armitage, qui a eu un impact certain sur l'administration Obama, illustre cet état d'esprit « *internationaliste libéral* » qui propose de garder à l'esprit la nécessité de la sécurité dans toutes les zones sensibles, mais en misant sur une politique de développement économique et d'intégration des États en faillite (*Failed states*), et non plus en se limitant à une improductive guerre totale contre le terrorisme. En clair, le but à long terme demeure le leadership et l'engagement des États-Unis dans le monde, mais cette fois-ci par des moyens diplomatiques et en coopération avec les alliés et les agences internationales multilatérales.

Dans son premier discours en tant que secrétaire d'Etat devant la Commission des Affaires étrangères du Sénat, le 13 janvier 2009, Hillary Clinton a cité plusieurs fois le *Smart Power* et insisté sur la nécessité de trouver un nouvel équilibre entre réalisme et internationalisme et d'opérer un changement radical en politique étrangère : « *With Smart Power, diplomacy will be the vanguard of foreign policy. This is not a radical idea. The ancient Roman poet Terence, who was born a slave and rose to become one of the great voices of his time, declared that 'in every endeavor, the seemly course for wise men is to try persuasion first.'*³ »

Le *Smart Power*, a été ensuite popularisé, dans la foulée du discours d'Hillary Clinton, par le journaliste Hendrik Hertzberg dans un article⁴ du *New-Yorker*, le 26 janvier 2009. Pour ce périodique qui avait mené depuis 2001 une campagne

¹ Joseph S. Nye est l'ancien président du *National Intelligence Council* et ancien secrétaire adjoint du département de la Défense.

² *CSIS Commission on Smart Power: a smarter, more secure America*, co-chairs, Richard L. Armitage, Joseph S. Nye. The CSIS Press Center for Strategic and International Studies, Washington, 2007.

³ <http://correctrecord.org/hillary-clinton-smart-power-foreign-policy>.

⁴ <http://www.newyorker.com/magazine/2009/01/26/smart-power>.

d'information volontaire contre les mensonges et les excès de l'administration Bush, le *Smart Power* semble être une bonne option stratégique, au moment où les États-Unis tentent de se reconstruire à la suite de leurs mésaventures militaires.

2.1 Le Smart Power : une révolution ?

Un peu de vocabulaire tout d'abord. Si l'on traduit *Power* par « puissance », et si l'on parlait presque exclusivement, jusqu'en 2009, de *Soft* et de *Hard Power*, les politologues, comme les politiques sont généralement d'accord depuis longtemps sur le fait que la puissance est quelque chose de complexe et ne s'appuie pas seulement sur la variable économique, mais dépend également de la puissance militaire, politique, démographique, culturelle, et culturelle. En l'occurrence, la puissance est en ce début du XXI^e siècle une notion diffuse et ne comprend pas que des facteurs quantifiables, mais varie aussi avec la perception que les acteurs, étatiques ou non, en ont, sur le terrain.

La puissance américaine est-elle encore « hégémonique » ? En nous référant à la définition du professeur Joshua S. Goldstein, l'hégémonie est « *la possibilité d'imposer les règles et les arrangements qui gouvernent les relations internationales, politiques et économiques, ou du moins de posséder une prépondérance en ce domaine. (...) L'hégémonie économique suppose la capacité de devenir le centre de l'économie mondiale. L'hégémonie politique signifie que l'on peut dominer militairement le reste du monde.*¹»

A la différence de la situation hégémonique où l'État dominateur peut faire ce qu'il veut et imposer ses vues, sans avoir besoin du concours actif et complice de ses alliés, la nouvelle hégémonie tendrait à exprimer un niveau de puissance inférieur, apparenté au leadership multipolaire ou apolaire qui dilue la puissance entre des États alliés, mus par des intérêts communs. Aussi, est-il plus approprié de parler aujourd'hui d'hégémonie américaine, ou de puissance limitée et partagée.

Remarquons que, pour la première fois depuis près d'un siècle et demi (1872), les États-Unis viennent de perdre leur place de première puissance économique mondiale au profit de la Chine². La différence entre les deux pays pourrait même s'accroître dans le futur proche au profit de Pékin.

Fondamentalement, si aucune puissance ne peut (encore) prétendre rivaliser avec les États-Unis dans les quatre domaines fondamentaux de la puissance – militaire, économique, technologique et culturel – qui font une « *puissance globale* », comme l'écrivait Zbigniew Brzezinski en 1997,³ les errements idéologiques et moraux, comme les échecs militaires, des années Bush (2001-2009) ont mis fin au rêve d'unipolarité de l'après Guerre froide qui postulait que les États-Unis disposaient de la capacité de modeler le monde selon leurs souhaits et intérêts particuliers.

Or, aujourd'hui, si l'on suit, par exemple, la thèse innovante de l'apolarité du monde développée notamment par Bertrand Badie, en 2008,⁴ « *c'est le monde qui fait désormais l'Amérique* » et non plus la proposition inverse.

¹ Cité dans Tanguy Struye de Swieland « *La politique étrangère américaine après la guerre froide et les défis asymétriques.* » Thèse de doctorat. Université Catholique de Louvain (UCL), 2003.

² Selon le FMI (2014), en s'appuyant sur les parités de pouvoir d'achat (PPA), la Chine représente aujourd'hui 16,5% de l'économie mondiale en termes de pouvoir d'achat réel, devant 16,3% pour les États-Unis.

³ Zbigniew Brzezinski, *The Grand Chessboard*, New York, Basic Books, 1997.

⁴ Voir Bertrand Badie, *Le diplomate et l'intrus, l'entrée des sociétés dans l'arène internationale*, Fayard, Paris, 2008.

En effet, la crise économique et financière globale qui a débuté en 2008, ramènera l'Amérique sur terre au moment de l'entrée en fonction de Barack Obama, ce qui mit en évidence le fait, comme le prévoient déjà dans les années 1970, les essayistes Joseph S. Nye et Robert Keohane, qu'une grande puissance aura de plus en plus de difficulté à obtenir des succès non militaires (économiques ou diplomatiques) « *par ses seules forces armées.* »

Le concept de *Soft Power* puise d'ailleurs certaines de ces caractéristiques dans l'approche transnationale développée par les transnationalistes Nye et Keohane dans leur ouvrage commun paru en 1977, *Power and Interdependence*, dans lequel ils formulent le concept « d'interdépendance complexe » où l'existence de plusieurs sortes d'acteurs, notamment sub-étatiques et non étatiques, sont liés entre eux par des dépendances, entre autres économiques, qui limiterait leur marge de manœuvre et donc leur capacité de projection de puissance.

Actuellement, les États-Unis se retrouvent en quelque sorte placés devant le paradoxe d'une puissance qui se cherche : vilipendée pour leurs actions unilatérales menées au Moyen-Orient après les attentats du 11 septembre 2001, avec l'entrée en guerre en Irak et en Afghanistan, elle se voit aujourd'hui attaquée (verbalement) pour sa passivité relative et son extrême prudence en, particulier en Syrie. Même si le président Obama, a continué la « Guerre contre le terrorisme » en utilisant la méthode de la guerre indirecte via l'utilisation massive de drones armés contre des cibles d'Al-Qaida au Pakistan, en Somalie ou au Yémen et par l'extension de la guerre secrète livrée par les forces spéciales américaine dans de nombreux pays.

L'apolarité, par son approche transnationaliste¹, stipule que les systèmes multipolaires ou unipolaires se lisent dans des catégories réalistes dépassées, dans un monde interétatique révolu. Car la mondialisation s'inscrit dans un phénomène de transformation de la puissance où une pluralité d'acteurs entrent dans le jeu traditionnel interétatique. On assiste dès lors à un processus de dérégulation ou de diffusion de la puissance. Le principal phénomène sur lequel le spécialiste français des relations internationales, Bertrand Badie, insiste est l'irruption des *sociétés civiles* actives qui contestent la puissance traditionnelle des États.

Le résultat de ce mouvement d'apolarité ou de diffusion de polarité est l'idée d'une instabilité croissante inévitable des relations internationales (ou de la sphère politique post-internationale). Mais face aux violences extrêmes perpétrées par quelques-uns de ces acteurs et groupes autonomes non-étatiques, par exemple au Levant, en Libye, au Sahel ou à l'Est de l'Ukraine, les renforcements sécuritaires mis en œuvre en ce moment par les États annoncent déjà le retour des puissances étatiques pour lutter contre ce type de violence diffuse.

¹ D'inspiration sociologique, le paradigme (ou l'école) transnationaliste et ses principaux adeptes que sont Robert Keohane, Joseph Nye, Marie-Claude Smouts et Bertrand Badie, insistent sur le concept *d'interdépendance complexe* qui caractérise fondamentalement la mondialisation, par rapport à laquelle l'approche stato-centrée laisse la place au « paradigme de la politique mondiale », qui reconnaît le rôle déterminant des acteurs non étatiques et infra-étatiques. Ces auteurs prennent comme objet d'étude à la fois les relations interétatiques, mais aussi les relations transgouvernementales, et les relations transnationales. Pour Badie et Rosenau, il est désormais établi que le déclin continu de la capacité des États à agir sur le plan international implique le rejet de la théorie réaliste chère, par exemple, à Henry Kissinger. Car aujourd'hui, l'impact de l'opinion et des actions menées par des individus et l'intrusion de mouvements de masses, de mouvements communautaires et de groupes d'individus agissant en marge des États sont trop importants pour être ignorés.

En définitive, sur le terrain, c'est-à-dire au-delà des discours, le *Smart Power* pourrait donc être dépassé par la logique révolutionnaire et insaisissable des événements en cours.

2.2. Origine et mission du Smart Power : revitaliser le leadership américain

Mitigé quant à l'efficacité sur le terrain du *Soft Power* et peu enthousiaste pour les interventions guerrières, Joseph Nye a dès lors proposé le concept de *Smart Power*. Selon lui, un État au *Soft Power* développé sans capacité de se défendre militairement ne peut être considéré comme un État doté de puissance. A l'inverse, doté d'une capacité de *Hard Power* un État pourra réussir des opérations militaires, éviter des conflits ou imposer ses vues dans les relations internationales, mais il aura du mal à capitaliser politiquement sur ces succès, faute de capacité d'influence par le *Soft Power*.

La recette idéale pour Nye¹ consiste à utiliser au mieux sa puissance, et non se contenter de la simple possession de ses ressources coercitives (armée et économie) et de ses capacités d'influence. De là naît la nécessité pour les États-Unis, de définir une véritable stratégie de puissance, de *Smart Power*. Car un État ne doit pas faire le choix d'un mode de puissance, mais celui de la mise en œuvre de la puissance dans sa globalité, sous tous ses aspects idéalement combinés.

Ceci dans le but avoué, toujours selon Nye, de faire triompher des valeurs qui « sont une part intrinsèque de la politique étrangère américaine ». « Ces valeurs serviront notamment à convaincre les « Musulmans mondialisés » de se ranger du côté de la démocratie, plutôt que d'États islamistes. Ces enjeux amèneront « les États-Unis à redécouvrir comment être une puissance intelligente. »²

Soft Power et *Hard Power* sont intimement reliés et partagent le même objectif d'arriver à un résultat de domination en influençant les comportements des autres. Selon les cas, dominer une situation se fera ici par la coercition ou l'incitation, là par l'attraction des valeurs.

Pour rappel, deux idées fondamentales définissent la politique étrangère américaine sous Obama : une recherche d'adaptation adéquate aux menaces du XXI^e siècle et aux nouveaux défis d'un monde devenu apolaire ; une volonté résolue de se démarquer de l'héritage laissé par George W. Bush, dont les huit ans de règne avaient été caractérisés par un interventionnisme militaire unilatéral irréfléchi.

Pour incarner le changement en politique étrangère, le règne d'un pouvoir « intelligent » doit assurer à l'Amérique un leadership « intelligent », c'est-à-dire pensé, mesuré et efficace.

Concrètement, des mesures ont été prises sous l'inspiration de ces présupposés théoriques. Sous l'inspiration d'Hillary Clinton, le département d'État a, pour sa part, conçu, en 2010, une méthode inédite de « coopération intelligente » avec l'ensemble des partenaires des États-Unis, étatiques et privés, ainsi qu'une stratégie avec le lancement de la QDDR.³ Ceci représente, selon Hillary Clinton, « un plan détaillé de la manière de

¹ Voir Joseph S. Nye : «Soft Power : Means to Success in World Politics», *Public Affairs*, New-York, 2004.

² <http://www.slate.fr/story/88487/soft-power-hard-power-smart-power-pouvoir-joseph-nye>.

³ *Quadrennial Diplomacy and Development Review*

faire du département d'État et de l'USAID des organismes plus agiles, plus efficaces et plus transparents.¹»

Le but déclaré est ici de se donner les moyens, grâce au concours du « *pouvoir civil* », d'aider concrètement les diplomates, les spécialistes du développement et de leurs agents d'aide à l'étranger, en vue « *de faire face aux crises et aux conflits, voire de les prévenir.* » La QDDR s'inspire de la directive du président Obama selon laquelle le développement « *est un impératif stratégique, économique et moral* », au même niveau que la diplomatie, en tant que « *piliers de la puissance civile américaine* », *Les États-Unis peuvent exercer un impact particulier dans les domaines de la sécurité alimentaire, de la santé mondiale, des changements climatiques, de la croissance économique soutenue, de la démocratie, de la gouvernance et de l'aide humanitaire.²»*

En outre, le département d'État souhaite approfondir le *virage numérique* de la diplomatie 2.0, entamé à la fin du second mandat de George W. Bush sur la modernisation des outils de la diplomatie publique américaine. Ceci s'illustre sur le terrain par une coopération avec tous les différents acteurs de la sphère publique paragouvernementale (entreprises, institutions, ONG, mouvements citoyens, individus etc.)

2.3. Le Soft Power, outil incontournable en période de crise globale

A l'heure où la crise financière, les blocages diplomatiques et les conflits larvés ou ouverts sont légions, la capacité d'influence doit permettre d'orienter les débats et les négociations (commerciales, militaires ou diplomatiques.) En outre, cet atout est loin d'être négligeable sur le plan juridique et plus particulièrement pour « vendre » l'utilisation d'un système juridique déterminé conforme à des intérêts particuliers d'un État.

A l'échelle mondiale deux systèmes juridiques se partagent les affaires : le droit continental³ avec lequel vivent les deux tiers de la population mondiale et la *Common Law*⁴ pratiquée par les États-Unis et, grosso modo, par les pays du Commonwealth. Dans un contexte concurrentiel mondialisé, il est important d'influencer les pays en voie de développement, qui ouvrent leurs marchés, et qui sont en demande d'un système juridique cohérent pour attirer chez eux des investisseurs étrangers toujours soucieux de se voir protégés par un système juridique sécurisé assurant la pérennité de leurs investissements.

Le système juridique représente donc un enjeu économique important pour les États désireux de voir s'implanter leurs entreprises dans un pays étranger et pénétrer un nouveau marché. Ceci illustre l'utilité du *Soft Power* et le fait que plus un pays sera influent à l'étranger, plus ceci profitera à son économie. Bien entendu, si l'influence

¹ *Usembassy.org*, « Mme Clinton annonce un plan de réforme du département d'État et de l'USAID », Stephen Kaufman, 15 décembre 2010.
<http://iipdigital.usembassy.gov/st/french/article/2010/12/20101216172707x0.8955194.html#axzz3SkL4vB3c>

² Ibid.

³ Le *droit continental* puise ses origines dans le droit romain, il est appelé aussi droit romano-germanique ou droit romano-civiliste.

⁴ La *Common law*, d'inspiration anglaise est un système bâti essentiellement sur le droit jurisprudentiel par opposition au droit civiliste ou codifié.

internationale répond aux impératifs du moment, il ne peut se substituer dans bien des cas aux arguments de la force et des arguments persuasifs de l'économie financiarisée.

Après avoir évoqué, ci-dessus, le contexte de la naissance et la définition du *Smart Power*, on peut tenter d'esquisser une réponse à notre question de départ qui était de savoir si ce paradigme vient oui ou non au secours de la *puissance* américaine. Sans doute ne s'agit-il pas de se demander si les États-Unis sont en déclin relatif ou pas, mais plutôt de prendre acte du fait, avec l'administration Obama, que la force militaire est devenue un facteur majeur de désordre potentiel, plus qu'un vecteur efficace de résolution des crises et qu'il s'agit désormais d'utiliser avec parcimonie le *Hard Power* et toujours en coopération avec ses alliés.

Nous l'avons vu, Obama privilégie désormais l'option multilatérale, notamment dans le cadre d'opérations militaires (Libye), et recourt volontiers à une diplomatie active axée sur les sommets, en particulier en Asie, notamment avec l'ASEAN¹ et sur le développement économique (la diplomatie de l'économie), surtout vis-à-vis de l'Afrique où la rivalité avec la Chine est particulièrement forte.

Aussi, sur tous les continents se fait jour pour les États-Unis la nécessité de soigner son leadership économique, oublié du temps de la présidence de George W. Bush. Cet outil diplomatique est un atout stratégique majeur que l'administration Obama entend développer. Ceci, prioritairement par la conclusion de deux accords de libre-échange majeurs, encore en négociation. Avec l'Asie, l'accord de partenariat transpacifique (*Trans-Pacific Partnership-TPP*²); et avec l'Union européenne (*Transatlantic Trade and Investment Partnership-TTIP*).

Aujourd'hui, le nouveau leadership américain en cette période de crise globale (crise financière, crise économique, crise de la souveraineté des États, déséquilibres régionaux, etc.) ne se traduit donc plus par une recherche d'hégémonie basée sur la politique volontariste militaire chère à G. W. Bush et aux néoconservateurs qui entendaient « transformer » le Moyen-Orient, et le démocratiser par la force (*Hard Power*), mais bien par l'avènement d'un leadership partagé, ouvert au multilatéralisme où les États-Unis entendent jouer le rôle de leader naturel, en concertation avec leurs alliés et partenaires internationaux ad hoc, suivant les conflits et dossiers, et laissant la part belle à la diplomatie concertée et à l'influence (*Soft Power*.)

2.4. Le *Smart Power* pour remplacer avantageusement la diplomatie transformationnelle

Aujourd'hui, le *Smart Power* est utilisé au gré des dossiers, par exemple, en Asie-Pacifique où les États-Unis combinent manœuvres navales, politique active de promotion d'accords de libre-échange (diplomatie économique) et diplomatie de haut niveau avec la tenue de « sommets » à propos de sujets d'intérêts communs.

En complément de la guerre globale contre la terreur, le président George W. Bush avait mis en avant son « *agenda de la liberté* » visant à promouvoir la démocratie comme réponse aux défis de sécurité du monde, en particulier au Moyen-Orient.

¹ L'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN). Partenaire de dialogue de l'ASEAN depuis 1977, les États-Unis ont été le premier pays hors ASEAN à accréditer un ambassadeur spécifique dédié à l'ASEAN en 2008. Et l'établissement de la délégation permanente américaine à l'ASEAN date de 2009.

² Le TPP ou *Partenariat transpacifique* est actuellement négocié entre les pays suivants : États-Unis, Australie, Brunei, Canada, Chili, Japon, Malaisie, Mexique, Nouvelle-Zélande, Pérou, Singapour et Vietnam. S'il était signé, ce partenariat engloberait des pays représentant 40% du PIB mondial.

Mais renverser des dictatures et parier sur des élections libres ne suffit pas à créer une démocratie stable ou une société réellement démocratique, comme l'ont prouvé les cas de l'Irak, de l'Afghanistan, ou de l'Autorité palestinienne entre 2003 à 2006.

Il serait donc erroné de voir une rupture totale entre la politique étrangère menée par les républicains lors du second mandat de George W. Bush (2005-2009) et la réforme diplomatique voulue par l'administration Obama depuis 2009. Car au moment des échecs militaires sous George W. Bush intervint la « *diplomatie transformationnelle* », concept lancé par la secrétaire d'Etat Condoleezza Rice, le 18 janvier 2006, lors d'un discours à la *School of Foreign Service* de l'université de Georgetown (Washington D.C.) : « *Je définirais l'objectif de la diplomatie transformationnelle de la façon suivante : elle consiste à travailler avec nos nombreux partenaires de par le monde pour construire et soutenir des États démocratiques, bien gouvernés, qui satisferont les besoins de leur population et se conduiront de façon responsable dans le système international.*¹ »

Dans cette perspective, le *Nation building* s'invite dans les débats, les diplomates et les militaires étant appelés à redéfinir leur rôle respectif et à interagir, notamment sur les sociétés civiles étrangères. La politique de la canonnière fit ainsi déjà place sous George W. Bush à des outils du *Soft Power*, dès l'année 2006 avec la réforme de la diplomatie et une politique de reconstruction et de stabilisation des États en péril, de démocratisation, et d'aide au développement.

Idéologiquement marquée du côté néoconservateur au cours des années 2001-2005, traduite alors par l'idée changement de régime par la force (*Hard Power*), l'expression « *transformation des régimes* » s'est en quelque sorte assagie avec diplomatie transformationnelle évoluant, dès 2006, vers le *Soft Power*.

Pour Condoleezza Rice, ce sont les régimes politiques qu'il faut désormais consolider et transformer. Ou, pour reprendre les termes de *The Quadrennial Defense Review* (la revue du Pentagone) : « *L'assistance au développement, dans l'environnement d'aujourd'hui, repose sur la capacité à améliorer la gouvernance des États, leur administration, leur sécurité ainsi que le règne du droit en vue de consolider la légitimité des gouvernements partenaires aux yeux de leurs propres populations et ainsi de vacciner ces sociétés contre le terrorisme, l'insurrection et les menaces non étatiques*²»

La diplomatie des États-Unis doit alors rapidement se réformer pour être en mesure d'agir, non seulement dans le domaine traditionnel interétatique, mais aussi sur les différents acteurs des unités constitutives du système international mondialisé afin de garantir l'ordre au sein des nations, car c'est à l'intérieur d'États en proie à l'instabilité chronique que viennent les défis de sécurité actuels.

Mais, au regard de la politique menée par les États-Unis au Moyen-Orient au cours des années 2006-2009, ce qui semble évident c'est le manque de connaissance des pays considérés, de la complexité de l'ingénierie sociale et communautaire, et surtout la non prise en compte de l'appréciation des populations locales face à l'ingérence américaine, telle que perçue par les acteurs locaux.

Le *Smart Power* entend répondre avantageusement à la diplomatie transformationnelle en allant plus loin dans la prise en compte des spécificités locales (culturelles, culturelles, ethniques, etc.), mais aussi dans la recherche du multilatéralisme.

¹ Cité dans *Les Cahiers de Chaillot* n°95, Décembre 2006, « États-Unis : le temps de la diplomatie transformationnelle » par Justin Vaïsse. <http://www.iss.europa.eu/uploads/media/cp095.pdf>.

² *Ibid.*

Le *Smart Power* induit aussi une méthode de travail, un timing (réfléchi) et des moyens mis en œuvre pour influencer sur les États faillis, comme sur les mouvements infra et sub-étatiques dans les pays sensibles.

Le cas de l'intervention en Libye, en 2011, représente un exemple de l'utilisation combinée du *Soft Power* et du *Hard Power*, lorsque les États-Unis ont mis tout leur poids dans la balance pour influencer les Nations-Unies pour recevoir de leur part l'autorisation d'intervenir, via le chapitre VII de la Charte, qui autorise le recours à la force pour mener avec ses alliés une « mission humanitaire » destinée à protéger les populations civiles. C'est donc en définitive d'une mutation de puissance ou de partage de puissance qu'il faut parler plus que d'une perte de puissance des États-Unis.

Les quelques signaux que nous avons mentionné plus haut¹ pourraient indiquer que le *Hard Power* est loin d'avoir dit son dernier mot en cette période tendue des relations internationales.

Nous allons voir à présent, avec quelques exemples, que les projections de puissance américaine par le *Soft Power* illustrent une tendance lourde de la politique étrangère américaine qui trouve sa source, non auprès de Joseph S. Nye, concepteur du *Smart Power*, mais plus loin dans l'histoire américaine contemporaine et toujours mue par un consensus bipartisan. Des exemples qui laissent aussi entrevoir l'idée que, non seulement le *Soft Power* et le *Hard Power* sont intimement liés, mais aussi que la ligne de partage entre ces deux concepts est parfois très ténue.

¹ Ministère des Affaires étrangères, sous la présidence d'Alain Juppé et de Louis Schweitzer, *Livre blanc sur la politique étrangère et européenne de la France 2008 - 2020*, pp. 98 à 100.

3. ONG ET FONDATIONS AMÉRICAINES, AGENTS D'INFLUENCE DE LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE

Les ONG représentent depuis les années 1990 une part sans cesse croissante du paysage des acteurs internationaux actifs dans le domaine des tâches humanitaires, de la lutte contre la pauvreté, de la préservation de l'environnement, des libertés civiles et politiques, mais aussi de l'influence politique au profit de leur pays d'origine.

S'il est communément admis que les ONG peuvent exercer une influence positive sur les sociétés, il est nécessaire de s'intéresser à leur fonctionnement, à leurs financements et à leurs actions concrètes sur le terrain. Il existe donc un côté sombre des ONG, lorsque celles-ci sont utilisées comme outils de la politique étrangère d'un État. Plutôt que d'utiliser le *Hard Power* classique et l'usage de la force, ou les coups d'États trop impopulaires commis autrefois par la CIA, Washington, par exemple, instrumentalise, surtout depuis les années 1980, des fondations privées et des ONG financées par des fonds publics, comme la *National Endowment for Democracy* (NED), la *Freedom House*, ou l'*USAID*, avec pour objectif annoncé de répandre la « démocratie libérale » dans le monde et, simultanément, pour consolider la position hégémonique américaine sur le plan stratégique et économique.

Le cas de la France est notamment illustré dans un *Livre blanc* du ministère des Affaires étrangères¹ et plus précisément dans la troisième partie du document intitulée : *Douze propositions pour la réforme de l'action extérieure*, et plus spécifiquement dans le point 12 : « *Mieux tenir compte des acteurs non étatiques.* » Ce texte de référence nous indique clairement la place de choix qui devrait être accordée aux acteurs privés dont les ONG dans la politique étrangère française : « *Si l'État reste l'acteur prééminent du système international, il ne peut ignorer l'action des organisations non étatiques, qu'il s'agisse des collectivités locales, des ONG, des fondations philanthropiques, des syndicats, des églises, des entreprises, des universités, des centres de recherche, des médias.*

*Ces acteurs jouent un rôle de plus en plus important, en termes opérationnels, mais aussi de formation de l'opinion ou même d'élaboration des normes internationales.*²»

Mais sur le terrain, la France comme l'UE n'ont pas encore réussi à mettre au point un réseau d'ONG comparable au réseau américain qui serait capable d'assurer un rôle de relais d'une politique étrangère qui, par ailleurs, n'existe que timidement sur la scène internationale.

Depuis la fin des années 1990, de nombreuses « révoltes » ou « révolutions » ont éclaté un peu partout dans le monde, de l'Europe de l'Est au Moyen-Orient, en passant par l'Amérique latine. Si elles sont toutes singulières, la plupart d'entre elles présentent un point commun qui nous intéresse ici : la présence pendant les événements, mais aussi

¹ *Ibid.*

en amont, de multiples ONG américaines dont le but est de « *promouvoir la démocratie* ». Bien que ces ONG ne cachent en rien leurs activités et prétendent ne pas s'immiscer dans les affaires intérieures des États, nous allons à présent voir que la réalité est tout autre.

Dans un ouvrage¹ devenu un classique de l'analyse de l'implication décisive des ONG américaines dans les affaires intérieures des États, Camille Gangloff nous éclairait, en 2008, sur les révolutions colorées largement infiltrées et financées par les ONG américaines. De la Serbie, en 2000 avec la « révolution des bulldozers » qui a renversé le président pro-russe Slobodan Milošević en Serbie, à la Géorgie, où la « révolution des roses » renverse Edouard Chevardnadze, en 2003, à l'Ukraine où Viktor Ianoukovitch sera renversé par la « Révolution orange » au profit de son rival Viktor Iouchtchenko, en 2004, et enfin au Kirghizistan, où la « révolution des Tulipes » renverse Askar Akaïev, en 2005.

Bien entendu, on pourrait rajouter ici une liste impressionnante d'autres « révolutions de couleurs » qui ont réussi ou échoué l'opération de régime change orchestrée ou accompagnée par Washington, de l'Iran (2009) au Liban (2005), en passant par l'Égypte ou la Tunisie (2011).

Dans tous les cas évoqués ici, un mouvement populaire prend en charge la conduite de la contestation et organise simultanément une double campagne : l'une négative, qui rend le ou les dirigeant(s) en place responsable(s) de tous les maux subis par le pays : corruption généralisée, censure, manque de libertés individuelles et collectives, pauvreté endémique ; l'autre positive, qui a pour but de mobiliser l'ensemble de la population.

Pour cela, le mouvement a recours aux techniques l'*Albert Einstein Institution* (AEI), une association sans but lucratif, créé en 1983 par le politologue et philosophe américain Gene Sharp. L'association entend propager la démocratie dans le monde en proposant aux acteurs en lutte pour la démocratie des méthodes clés en mains d'actions non violentes dont le but est de sensibiliser le pouvoir en place à des réformes, voire de le renverser. Dans la plupart des cas, sous la pression de la rue, souvent délaissé par les élites locales et exposé aux médias internationaux, le chef d'État ou le chef de gouvernement jette le gant et quitte le pouvoir, le plus souvent dans un calme relatif.

Depuis les « révolutions colorées » des années 2000-2005, de nombreux ouvrages et articles se sont intéressés de près à ces pratiques de politique étrangère indirecte menées par les États-Unis et ses ONG, partout dans le monde.²

L'AEI fournit donc des ressources théoriques disponibles pour les mouvements protestataires ou pour de simples activistes locaux en publiant de nombreux opuscules et manuels de révolte, disponibles gratuitement, dans de nombreuses langues, sur internet. *De la dictature à la démocratie* (sous titre : « *Un cadre conceptuel pour la libération* ») constitue l'ouvrage de référence de l'organisation.³

¹ Camille Gangloff, *L'import-export de la démocratie*, L'Harmattan, Paris 2008.

² Voir à ce propos, Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R), sous la direction d'Eric Denécé, *La face cachée des révolutions arabes*, Ellipses, Paris, 2012. Ou encore, l'excellent article de Nicolas Guilhot, « Les professionnels de la démocratie. Logiques militantes et logiques savantes dans le nouvel internationalisme américain. », in : *Actes de la recherche en sciences sociales*, 2001/4 (n° 139).

³ L'ouvrage *De la dictature à la démocratie* (*From Dictatorship to Democracy*) a initialement été publié à Bangkok, en 1993, par le Comité local pour la Restauration de la Démocratie en Birmanie, en association avec Khit Pyaing (*The New Era Journal*). Il a ensuite été traduit dans vingt-huit langues et publié entre autres en Serbie, en Indonésie, en Thaïlande et aux États-Unis en version anglaise et espagnole. Version française L'Harmattan, 2009.

Gene Sharp y décrit 198 méthodes non violentes qui visent à fragiliser les piliers traditionnels des dictatures tels que la police, le parti unique ou majoritaire, la justice et les médias. La méthode propose un mode d'organisation pratique de manifestations, des moyens de communiquer les informations indispensables aux mobilisations, et les recettes pour déstabiliser les forces de l'ordre, en leur offrant, par exemple, des fleurs ou de la nourriture (comme Victoria Nuland¹ le fit en Ukraine, en décembre 2013 sous les yeux des photographes.) Sharp insiste aussi sur le fait d'utiliser systématiquement des logos et slogans forts, aisément compréhensibles pour les citoyens. Ces manifestations pacifiques, mais résolues, doivent faire pression sur les dirigeants, mais aussi de s'attirer la sympathie de l'opinion publique internationale, des médias et gouvernements étrangers.

L'AEI entre également en contact directement avec des dissidents étrangers afin de les former à ces méthodes, souvent par l'intermédiaire d'institutions amies basées en Europe et dont quelques-uns des relais privilégiés sont à rechercher dans les fondations Soros,² créées en 1993.

3.1. Petit tour d'horizon des principales ONG américaines agissant pour la promotion de la démocratie à l'étranger

L'United States Agency for International Development (USAID) est une agence fédérale indépendante créée en 1961. Un de ses neuf bureaux spécialisés est dédié à la promotion de la démocratie. Celui-ci finance, d'une part, des acteurs étrangers qui mènent des projets démocratiques dans leur pays et, d'autre part, des ONG américaines, principalement celles présentées ci-dessous, afin qu'elles mettent en place leurs propres projets de promotion de la démocratie. USAID est entièrement financé par le département d'État qui a la responsabilité du budget des affaires internationales dont une partie est consacrée à l'aide publique au développement, bilatérale et multilatérale.

La National Endowment for Democracy (NED) est une organisation privée à but non lucratif. Créée en 1983, elle entend aussi promouvoir la démocratie. La NED publie le *Journal of Democracy*, un trimestriel qui porte sur l'étude théorique de la démocratie et sur l'analyse plus pratique des mouvements pro-démocratie à travers le monde. Elle encadre et finance des acteurs américains ou étrangers qui partagent ses propres objectifs, et elle finance quatre ONG américaines qui lui sont « affiliées » et qui développent dans les différents pays ciblés des projets spécifiques :

- *L'International Republican Institute (IRI)*, qui a pour vocation de s'occuper des mouvements politiques et ceux issus de la société civile dits de droite dans les pays étrangers. Il peut ainsi contribuer à la création ou au développement d'un parti politique ou d'un observatoire électoral, à la formation de candidats aux élections, à l'éducation civique ou à l'encadrement de mouvements étudiants. Ceci par du conseil, du

¹ Victoria Nuland est une diplomate américaine (1961), actuellement sous-secrétaire d'État pour l'Europe et l'Eurasie, depuis septembre 2013.

² *L'Open Society Foundations (OSF)* est un réseau d'instituts actifs, surtout en Europe centrale et orientale et dans les pays de l'Ex-Union soviétique, pour promouvoir la gouvernance démocratique, les droits de l'homme et des réformes économiques, sociales et juridiques. Ce réseau collabore activement avec les fondations et ONG américaines, dont la NED, en Ukraine. *L'Open society* s'est aussi engagé, en 2010, à financer l'ONG *Human Rights Watch*, à hauteur de 100 millions de dollars.
<http://www.hrw.org/news/2010/09/07/global-challenge>.

financement ou encore de l'apport de matériel informatique, éducatif ou vestimentaire (t-shirt, badges reprenant les slogans mobilisateurs). L'IRI se présente comme étant non partisan et donc indépendant du parti républicain. Elle est le principal pourvoyeur de fonds de l'Albert Einstein institute. Son conseil d'administration est dirigé par le sénateur républicain John McCain, depuis 1993. Il fut candidat défait à l'investiture de son parti face à George W. Bush pour l'élection présidentielle de 2000 et candidat malheureux face à Barack Obama, en 2008.

- Le *National Democratic Institute* (NDI) est le pendant démocrate de l'IRI : il s'occupe plutôt des mouvements « progressistes », mais se présente, lui aussi comme non partisan et indépendant du parti démocrate. Depuis 2001, Madeleine K. Albright, une proche d'Hillary Clinton, en dirige le conseil d'administration. Elle est notamment assistée dans sa fonction par Hunter Biden, le second fils du vice-président des États-Unis, Joe Biden.

- Le *Center for International Private Enterprise* (CIPE) développe des projets avec des chefs d'entreprise et des décideurs politiques étrangers afin de mener des réformes orientées vers l'économie de marché. Il conseille aussi les acteurs locaux pour la lutte contre la corruption.

- L'*American Center for International Labor Solidarity* (ACILS), repris aussi sous le nom *Solidarity Center*, entend quant à lui renforcer la démocratie dans le monde, via la constitution de syndicats indépendants du pouvoir.

Freedom House, créée en 1941, est une organisation privée à but non lucratif qui entend, elle aussi, promouvoir la démocratie en encourageant les initiatives non violentes dans les pays où les libertés sont entravées. Pour cela, deux procédés sont utilisés.

Freedom House est connue et respectée pour sa publication annuelle, *Freedom of the World*¹, qui porte sur les progrès de la démocratie et de la liberté de la presse dans le monde. Elle finance aussi des défenseurs des droits de l'Homme et des leaders de la société civile et vise à l'indépendance des médias locaux. Enfin, elle est active dans l'aide à l'organisation et à la tenue des élections. Dans les médias, la *Freedom House* est considérée comme indépendante, alors qu'en réalité son budget est à plus de 80% financé par des fonds publics américains via le département d'Etat, l'USAID et la NED.

A l'origine, l'objectif de la fondation n'était pas la diffusion de la démocratie libérale selon le modèle américain, mais bien de vendre la participation des États-Unis à la Seconde Guerre mondiale à une époque où les isolationnistes dominaient les débats internes. A l'issue de ce conflit, *Freedom House* aura pour mission de lutter sur le terrain contre la mainmise soviétique sur l'Europe de l'Est. Parmi les anciens membres de son conseil de supervision on trouve les néoconservateurs connus de tous : Donald Rumsfeld, Paul Wolfowitz ou Jeanne Kirkpatrick.

Ces ONG américaines proposent différents types d'aides à l'étranger : financière (USAID, IRI, NDI, CIPE, ACILS, *Freedom House*), organisationnelle (USAID, IRI, NDI, CIPE, ACILS), matérielle et logistique (IRI, NDI, CIPE, ACILS) et théorique-didactique (AEI).

Des budgets considérables sont dégagés annuellement pour ces ONG par autorisation du Congrès sur demande du président. Pour l'année fiscale 2016, la somme débloquée atteint 2,4 milliards de dollars pour le bureau « Démocratie » de l'USAID (*FY*

¹ Cf. Rapport 2015 de *Freedom House*. <https://freedomhouse.org/article/freedom-world-2015-freedom-declines-ninth-year#.VPV220HpzpX>.

2016 Budget Request Highlights¹) avec le programme *Promote More Democratic Societies and Institution* qui concerne la promotion de la démocratie, les droits humains et la bonne gouvernance, avec une substantielle augmentation du budget réservé à l'Amérique centrale, l'Asie et l'Afrique, pour assurer que les investissements financiers consentis par les États-Unis pour le développement de ces régions soient durables et transparents.

Pour l'Europe, le budget débloqué pour 2015 par le Congrès en faveur de ses ONG-relais sera prioritairement alloué à l'Ukraine pour « *garantir sa souveraineté et sa prospérité* » tout en se tenant aux côtés de ses alliés qui partagent avec les États-Unis l'inquiétude de voir la Russie dénoncer ses engagements sur le plan international. Les fonds destinés à l'Ukraine contribueront aussi à contrer la « *propagande russe* » en partenariat avec les Européens et à aller de l'avant pour ce qui concerne « *les règles en matière de régulation, d'investissements étrangers et de propriété intellectuelle.* » L'aide financière destinée à l'Europe prévoit aussi 640 millions de dollars US supplémentaires pour aider des pays comme la Moldavie, et la Géorgie qui, comme l'Ukraine cherchent à se rapprocher plus concrètement de l'Europe².

Pour ce qui concerne le budget de la NED, 135 millions de dollars US lui ont été réservés pour les années fiscales 2014 et 2015 et 103,450 millions seulement pour 2016. Cette réduction budgétaire a été décidée par le Congrès pour inciter la NED à diversifier ses ressources en faveur d'investisseurs privés. Les fonds reçus par la NED sont gérés par un conseil d'administration bipartisan où sont représentés le parti républicain, le parti démocrate, la Chambre de commerce des États-Unis et le syndicat *American Federation of Labor-Congress of Industrial Organization* (AFL-CIO.)

Afin de promouvoir la démocratie, ces ONG actives dans plus de 100 pays sont organisées en un véritable réseau qui établit une sorte d'itinéraire standard qu'il met en œuvre partout dans le monde. Celui-ci comprend plusieurs étapes. La première consiste à choisir des cibles prioritaires : États, ONG et organismes locaux à aider sur le plan du conseil et à financer. Les ONG affectent ensuite des moyens différents d'un endroit à l'autre, selon les besoins du moment.

Ces ONG se présentent comme « indépendantes. » Or, ce terme désigne le fait d'être libre de toute autorité formelle. Le fait que le directeur de l'USAID soit nommé directement par le président des États-Unis avec approbation du Congrès et qu'il soit placé sous l'autorité directe du secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, lequel dispose d'un pouvoir d'injonction sur lui, ce qui rend inopérant l'idée même d'indépendance de l'USAID, au même titre que le fait que tous ces organismes sont financés par des fonds publics.

Ce réseau d'organisations dites « non gouvernementales » qui entretient donc des liens organiques avec le gouvernement américain peut donc être apparenté à une force d'ingérence dans les affaires intérieures des États, ingérence davantage mue par la protection des intérêts américains que par la très *sexy* « promotion des valeurs démocratiques. »

Remarquons qu'après la chute de l'URSS, la première antenne extérieure de la *Freedom House* s'est installée à l'Est, dès 1993, en Ukraine, dans le but d'aider à la préparation et à l'organisation « *d'élections libres et justes et de renforcer la société civile.* »

¹ <http://www.usaid.gov/results-and-data/budget-spending>.

² Département d'Etat, Washington. "Congressional Budget Justification: Department of State, Foreign Operations and Related Programs" Fiscal Year 2016.
<http://www.state.gov/documents/organization/236395.pdf>

D'autres antennes seront installées ailleurs en Europe orientale dans les années suivantes, notamment en Serbie et en Hongrie.

3.2. L'Ukraine, enjeu majeur pour les ONG américaines

Après la « Révolution orange », en décembre 2004, Washington s'était réjouie à l'occasion de l'élection de Viktor Iouchtchenko, considéré comme pro-occidental, à la présidence de l'Ukraine. Ceci grâce à une implication décisive et à l'efficacité des ONG américaines pour contester massivement la victoire contestée de Ianoukovitch, en novembre.

L'attitude de Washington avait ensuite radicalement changé lorsque Victor Ianoukovitch, proche de Moscou, fut élu chef de l'État, le 25 février 2010. Ianoukovitch une fois élu avait directement opéré un rapprochement russo-ukrainien en renouvelant le bail russe pour les ports de Crimée où mouille la flotte russe de la mer Noire. En contrepartie d'un accord sur le prix du gaz russe exporté en Ukraine, le bail, accordé aux navires de guerre russes avait été prolongé jusqu'en 2042¹. Cependant, Viktor Ianoukovitch hésitait fortement à laisser son pays sous domination russe et décida, dans un premier temps, de conclure un accord d'association avec l'UE.

Mais il se rétracta au tout dernier moment, en novembre 2013, une semaine avant la signature prévue à Vilnius, longuement attendue par l'UE. et par Washington. Kiev avait renoncé à signer cet accord d'association afin de « *relancer ses relations économiques avec la Russie.* » Car Moscou apportait alors plus de garanties financières à très court terme pour l'Ukraine. Ce pas en arrière fut l'élément déclencheur qui allait mobiliser les citoyens à descendre dans la rue pour exiger le départ de Ianoukovitch et de son gouvernement.

Malgré un accord intervenu entre le président Ianoukovitch et l'opposition et garanti par les ministres des Affaires étrangères de la Pologne, Radosław Sikorski, de la France, Laurent Fabius, et de l'Allemagne, Frank-Walter Steinmeier, le retrait des forces de sécurité du centre de la ville de Kiev, se traduit par une insurrection armée qui a renversé le pouvoir en place. Les États-Unis, la Pologne, la France et l'Allemagne ont entériné ce putsch qui sera présenté ensuite dans les médias et dans les chancelleries occidentales comme une « *révolution populaire.* »

Tout ceci intervint grâce aux mobilisations des ONG locales financées par l'étranger et par l'opportunisme du parti controversé Svoboda² et des miliciens-

¹ *Le Figaro*, 22 avril 2010. <http://www.lefigaro.fr/international/2010/04/21/01003-20100421ARTFIG00458-la-flotte-russe-reste-a-sebastopol-pour-trente-ans-.php>

² Svoboda (qui signifie liberté) est un parti ultranationaliste d'extrême droite ukrainien. Créé en 1991, il s'appelait jusqu'en 2004 Parti social-national, référence explicite au national-socialisme. Il rejette aujourd'hui officiellement le nazisme, mais il avait encore affiché des portraits du nationaliste ukrainien devenu collaborateur nazi Stepan Bandera, lors des manifestations sur la place Maidan, en 2014.

En 2012, le Parlement européen (PE) s'était exprimé clairement à propos du parti Svoboda dans une Résolution du Parlement européen, le 13 décembre 2012 sur la situation en Ukraine (2012/2889/RSP) : le PE « *s'inquiète de la montée du sentiment nationaliste en Ukraine, qui s'est traduit par le soutien apporté au parti «Svoboda», lequel se trouve ainsi être l'un des deux nouveaux partis à faire son entrée à la Verkhovna Rada; rappelle que les opinions racistes, antisémites et xénophobes sont contraires aux valeurs et principes fondamentaux de l'Union européenne et, par conséquent, invite les partis démocratiques siégeant à la Verkhovna Rada à ne pas s'associer avec ce parti, ni à approuver ou former de coalition avec ce dernier.* »

<http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?pubRef=-//EP//TEXT+TA+P7-TA-2012-0507+0+DOC+XML+V0//FR>.

activistes d'autres mouvements comme le *Praviy Sektor* (Secteur de droite) ou *C14*¹ (affilié à Svoboda), qui ont également été très actifs dans le putsch de Maïdan du 22 février 2014.

Dans le contexte de résistance aux sirènes atlantistes qui précéda la chute de Ianoukovitch, la *Freedom House* fit descendre la cote de l'Ukraine : de « pays libre à pays « partiellement libre. »²

En Ukraine, des ONG américaines associées aux *Open Society Foundations* (OSF) de George Soros, comme le *National Democratic Institute* (NDI), financé ouvertement par la NED, ont joué un rôle très actif en 2013 et 2014 (au côté de l'USAID) pour permettre la victoire des putschistes ukrainiens contre le pouvoir exercé par le président Viktor Ianoukovitch. Dans une interview de Fareed Zakaria, sur CNN, le 25 mai 2014, George Soros admettait avoir participé activement via ses instituts à la « révolution orange » de 2004 et au renversement du pouvoir de Viktor Ianoukovitch, à la suite des manifestations Euromaïdan de l'hiver 2013-2014 : « *I set up a foundation in Ukraine before Ukraine became independent of Russia. And the foundation has been functioning ever since and played an important part in events now.* »³

L'influence de George Soros dépasse largement le cadre des aides financières apportées, par exemple pour l'Ukraine, à *The International Renaissance Foundation* (IRF⁴), la branche ukrainienne de l'*Open Society Foundation*. Son *Soft Power* s'exerce aussi plus largement sur l'opinion publique mondiale, à travers notamment son réseau de propagande oeuvrant pour la gouvernance mondiale, qui inclut *Project Syndicate*⁵, une des structures issue de l'*Open Society Foundation*, regroupant du très beau monde⁶ qui publie articles et commentaires sur la politique et l'économie internationale dans le monde entier : des présidents, des Premiers ministres, des parlementaires, des banquiers, des leaders de presse, des professeurs d'université et des hommes en vue de Wall Street.

Soros est aussi membre de groupes d'élite comme le *Council on Foreign Relations* (CFR), un Think Tank américain non partisan ayant pour but d'analyser la politique étrangère des Etats-Unis et d'évaluer en continu la situation politique mondiale. Fondé en 1921. Le CFR comprend environ 4 900 membres issus du milieu des affaires, de l'économie et de la politique. Il est considéré comme le *Think Tank* le plus influent en matière de politique étrangère⁷. Il publie la revue *Foreign Affairs*, très lue, y compris en Europe.

¹ Le nombre 14 renvoie aux quatorze mots de David Lane et des tenants du White Power : « *Nous devons préserver l'existence de notre peuple et l'avenir des enfants blancs.* »

² <http://fr.sputniknews.com/international/20110113/188331559.html>.

³ CNN. <http://cnnpressroom.blogs.cnn.com/2014/05/25/soros-on-russian-ethnic-nationalism>.

⁴ Site internet de l'IRF : <http://www.irf.ua/en>.

⁵ Voir le site: <http://www.project-syndicate.org>. On y lit la présentation de cette organisation : « *Since 1994, Project Syndicate has provided readers with original, engaging, and thought-provoking commentaries by those who are shaping the world's economics, politics, science, and culture. Our mission is to render complicated ideas in a language that educated readers everywhere can use to make informed choices, while providing a platform for the world's foremost statesmen, policymakers, intellectuals, and activists to reach a global audience without public relations and political hype.* »

⁶ Dont Joseph S. Nye, Carl Bildt, Javier Solana, Joschka Fischer, Chris Patten, Ana Palacio, Joseph E. Stiglitz, etc.

⁷ Le CFR est actuellement dirigé par Richard N. Haass (depuis 2003) et un comité directeur qui compte 36 membres dont l'incontournable Madeleine K. Albright, Alan Blinder, Colin Powell, et le journaliste-essayiste Fareed Zakaria. George Soros qui en était le président (1995-2003), et son fils Jonathan Soros, en sont membres aujourd'hui. Nadia Diuk, vice-présidente de la NED est membre du CFR.

Aujourd'hui, le CFR peut être considéré comme une structure essentielle de l'État profond américain (*the deep state*) qui, depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, influence fortement le gouvernement américain, la Réserve Fédérale, ainsi que les partis Démocrate et Républicain sur la politique étrangère américaine. Il a été fortement marqué par la pensée de James Madison¹ qui se méfiait de la partitocratie qu'il considérait comme un grave danger pour la « jeune République américaine ». Dans cette optique, le CFR a toujours entendu s'affranchir des barrières politiques et faire travailler ensemble des démocrates et des républicains dans un pur esprit bipartisan.

Le CFR a lancé en 2008 un programme intitulé *International Institutions and Global Governance : World Order in the 21st Century*². Ce programme de recherches et d'analyse prévu pour s'étendre sur cinq ans cherche à identifier les faiblesses du cadre actuel de coopération multilatérale et à proposer des réformes spécifiques adaptées à la nouvelle situation mondiale. Le but premier étant de promouvoir un leadership constructif des États-Unis visant à renforcer les capacités des organisations existantes et à ériger de nouvelles institutions, ainsi que de nouveaux partenariats plus efficaces tant au niveau régional que mondial incluant le secteur privé et les ONG.

Cette volonté clairement énoncée de travailler sur et avec les sociétés civiles locales inclut l'instrumentalisation des grandes ONG américaines et autres fondations privées pour en faire des relais de la politique étrangère américaine dans des pays jugés prioritaires.

La branche ukrainienne de l'*Open Society Foundation*, à laquelle se réfère George Soros est *The International Renaissance Foundation (IRF)* qui a été cofinancée par la NED à hauteur de 33 980 dollars pour 2013³. Le rapport annuel 2012 de l'IRF indique que 6,7 millions de dollars ont été débloqués en 2012 en faveur d'organisations de la société civile ukrainienne, y compris pour financer des groupes politiques d'opposition. Sur le site de l'IRF on peut lire que l'OSF de George Soros a débloqué pas moins de 100 millions de dollars au total, depuis le milieu des années 1990 dans le but de transformer l'Ukraine en une société « plus ouverte et plus démocratique. »

Dans un article du *Guardian* daté du 27 février 2014 « *Sustaining Ukraine's Breakthrough*⁴ », soit juste après le coup d'état nationaliste, Soros précisait sa pensée : « *L'Ukraine nécessite une assistance extérieure dont seule l'UE peut être garante.* » Quoi de plus normal pour ce financier qui se présente lui-même comme le premier soutien d'une planification des affaires du monde conduite par les États-Unis, l'UE, le FMI et la Banque mondiale ?

La stratégie de Soros s'articule autour de la suppression de la pleine souveraineté des nations et par la concentration du pouvoir au sein d'organisations supranationales et « humanistes. » La promotion de la démocratie n'est alors qu'un moyen et non une fin en soi. Les événements ukrainiens obéissent bien, semble-t-il, à ce scénario établi de longue date par Washington. George Soros évoque aussi ouvertement, depuis février 2014, la nécessité de l'élaboration d'un véritable nouveau plan Marshall pour l'Ukraine sous l'impulsion directe de l'UE et du FMI.

¹ James Madison fut le quatrième président des États-Unis, de 1809 à 1817.

² http://www.cfr.org/content/thinktank/CFR_Global%20Governance_%20Program.pdf.

³ <http://www.ned.org/where-we-work/eurasia/ukraine>.

⁴ *The Guardian*, 27 février 2014. <http://www.theguardian.com/business/economics-blog/2014/feb/27/ukraine-eu-expertise-markets-george-soros>

Notons qu'à la suite du coup d'état du 22 février 2014, à la veille du massacre d'Odessa¹ du 2 mai 2014, le FMI débloquent une somme record de 17 milliards de dollars en faveur de la junte qui s'était emparée du pouvoir à Kiev, soit huit fois la somme allouée habituellement à un pays pris dans un besoin urgent de disposer de liquidités².

Dans une interview de Fareed Zakaria sur CNN du 31 janvier 2015³, Barack Obama reconnaissait explicitement que les États-Unis avaient négocié un "deal" avec le pouvoir de transition démocratique en Ukraine, sous-entendant par là une réelle implication de Washington et des ONG américaines dans le coup d'état du 22 février 2014 (la soit disant révolution ukrainienne) : « *the United States had brokered a deal to transition power in Ukraine (...) following on the heels of the deadly protests on Maidan and Yanukovich then fleeing.* » Ceci dans la droite ligne des propos de la vice-secrétaire d'Etat Victoria Nuland qui, le 6 février 2014, laissait entendre dans une désormais célèbre conversation privée avec Geoffrey Pyatt, l'ambassadeur américain en Ukraine rendue publique que les Américains étaient ni plus ni moins en train de former le gouvernement de transition ukrainien, dans une parodie de démocratie.

Les États-Unis agissent de cette manière pour récolter les fruits de près de 5 milliards de dollars d'investissements consentis pour l'Ukraine, afin de faire entrer ce pays dans le giron de l'UE, puis de l'OTAN. Dire ceci ne signifie aucunement s'aligner sur des théories complotistes, la preuve étant donnée par Victoria Nuland elle-même qui déclarait, le 13 décembre 2013 au retour de son troisième voyage en Ukraine en cinq semaines : "*Since Ukraine's independence in 1991 the United States has invested over \$5 billion to assist Ukraine in needs and other goals.*"⁴

L'Ukraine est le pays le plus vaste d'Europe (hors Russie) et est le pays par où transite le gaz naturel russe : il représente un enjeu stratégique crucial. Aussi, le contrôle politique et économique de l'Ukraine, constituerait une avancée majeure dans le projet américain de contenir et d'affaiblir la Russie de manière durable. C'est pourquoi, la *Freedom House*, comme la NED et ses instituts satellites ont soutenu financièrement, médiatiquement et logistiquement la "Révolution orange" à Kiev en 2004, en pleine collaboration avec *The International Renaissance Foundation (IRF)* la branche ukrainienne de l'*Open Society* de Soros déjà mentionnée.

Il est à présent établi que le gouvernement américain, via l'USAID, a mis à la disposition des millions de dollars à des ONG provenant de l'organisation PAUCI (*Poland-America-Ukraine Cooperation Initiative*), laquelle est administrée et financée par la *Freedom House*. La PAUCI devait ensuite répartir ces subsides gouvernementaux américains indirects parmi les innombrables ONG ukrainiennes sélectionnées par Washington. Cette organisation a vu le jour en avril 2005, comme héritière directe de l'organisation *Poland-America-Ukraine Cooperation Initiative*. Depuis 1999, ce programme de coopération trilatéral avait pour but de faire partager à l'Ukraine les

¹ Le 2 mai 2014, soixante personnes sont décédées dans un incendie criminel à Odessa. Les victimes étaient toutes des militants de gauche, communistes, syndicalistes, opposants aux réformes de Kiev, et fédéralistes. Depuis lors aucune enquête judiciaire digne de ce nom n'a été lancée et les attaques de forces fascistes se sont multipliées dans toute l'Ukraine contre les russophones et les autres minorités.

² Le Fonds monétaire international (FMI) avait approuvé le 30 avril 2014 un nouveau plan d'aide en faveur de l'Ukraine, d'un montant de 17 milliards de dollars sur deux ans. Cet accord ouvrait la voie à d'autres donateurs (Union européenne, Banque mondiale, etc.) afin de parvenir à un plan de sauvetage global à hauteur de 27 milliards de dollars alors que le pays était menacé de banqueroute et fragilisé par la chaos à l'est du pays.

³ <http://www.worldbulletin.net/news/154185/obama-admits-brokering-power-transition-in-ukraine>.

⁴ Victoria Nuland. *Remarks at the U.S.-Ukraine Foundation Conference*. <http://www.state.gov/p/eur/rls/rm/2013/dec/218804.htm>.

succès de la transition démocratique et économique libérale vécue par la Pologne jusque là sous supervision américaine.

Dans la foulée, la fondation PAUCI devait aider l'Ukraine à avoir les capacités d'intégration dans l'UE, puis dans l'OTAN par le biais de l'expérience polonaise. L'Ukraine devait pour ce faire anticiper les difficultés inhérentes à son passé fait d'économie planifiée et de manque d'initiative et d'autonomie de la société civile ukrainienne. Le rôle du financement intensif de la société civile ukrainienne par les ONG américaines (USAID, NED), et par les fondations Soros est ici évident.

Mentionnons encore ici le rôle non négligeable joué par le *US-Ukraine Business Council* (USUBC), basé à Washington «*A strong international voice for business in Ukraine*»¹ pour ce qui concerne, la préparation des investissements américains en Ukraine grâce aux contacts pris avec les élites ukrainiennes favorables à l'option atlantiste pour Kiev. Pour ce qui concerne l'UE, *The EU Ukraine Business Council* (EUUBC²) («*creating solid partnership*») basé à Bruxelles joue le même rôle de lobbying auprès des élites ukrainiennes que l'USUBC américaine afin de développer les affaires avec l'Ukraine. Parmi les *Seniors Advisors* de l'USUBC (2015), on remarque la présence de Nadia Diuk, une personne clé de la NED puisqu'elle y officie en tant que vice-présidente (pour les programmes *Africa, Central Europe and Eurasia, Latin America and the Caribbean.*)

En dehors des ONG financées par des fonds publics, citons le cas de l'*U.S.-Ukraine Foundation* (USUF³), basée à Washington qui est une association à but non lucratif financée exclusivement par des fonds privés⁴. Cette association fut créée en 1991 dans le but de promouvoir la démocratie, les droits de l'homme et le marché libre, ceci en développant et en consolidant les relations entre les deux pays. Pour les investisseurs privés, l'Ukraine est un pays qui ne peut échapper à l'orbite américaine car elle présente un important potentiel économique tout en étant positionnée sur le plan géographique comme le « pivot » de la stabilité régionale de l'Europe orientale.

Indépendante et souveraine, l'Ukraine depuis 2014 ? Voici quelques éléments de réponse. Remarquons d'emblée la nomination, en mai 2014, de Hunter Biden, le fils du vice-président des États-Unis, Joe Biden, à la tête de la société Burisma, la plus grande compagnie de gaz privée ukrainienne.⁵

A noter également la prise de contrôle de l'agriculture ukrainienne par la finance étrangère et la mainmise des multinationales sur ce secteur clé de l'économie ukrainienne. En mars 2014, quelques semaines seulement après le coup d'Etat contre le président Viktor Ianoukovich, Monsanto avait investi 140 millions de dollars dans la construction d'une nouvelle usine de semences en Ukraine. Le secteur agricole ukrainien a été la première cible des investissements étrangers privés, et il est considéré par le FMI et la Banque mondiale comme le secteur prioritaire des réformes proposées à Kiev.

¹ <http://www.usubc.org>.

² <http://www.euubc.com>.

³ <http://www.usukraine.org>.

⁴ Citons parmi les donateurs-investisseurs privés de l'USUF : The Coca-Cola Company, ExxonMobil, Heritage Foundation of First Security FSB, Chicago, IL, Self Reliance (NY) Federal Credit Union, NYC, The Harold & Mimi Steinberg Charitable Trust, SUMA (Yonkers) Federal Credit Union, TNK-BP Commerce LLC, Ukrainian American Coordinating Council, Ukrainian Federal Credit Union, Rochester, NY, Ukrainian Federation of America, Ukrainian Selfreliance FCU, Philadelphia, PA, U.S.-Ukraine Business Council, The Vanco Group, The Washington Times, LLC, Winner Imports Ukraine, Ltd, etc.

⁵ *L'Express*, 13 mai 2014. <http://www.express.be/business/fr/economy/le-fils-de-joe-biden-obtient-un-poste-au-conseil-de-direction-de-la-plus-grande-firme-gaziere-de-lukraine/205047.htm>

Les deux institutions financières louent d'ailleurs déjà la stricte observation de leurs conseils par le nouveau gouvernement ukrainien.

L'enjeu autour du vaste secteur agricole ukrainien n'est pas négligeable : troisième exportateur de maïs et cinquième exportateur de blé au monde, l'Ukraine possède plus de 30 millions d'hectares de terres arables et fertiles, soit l'équivalent de quelque 30% des terres arables de l'Union européenne. Outre les aspects de géopolitique et de rivalité est-ouest, ce dossier agricole pourrait justifier à lui seul ou presque la prise de contrôle de l'économie ukrainienne par l'étranger.

A la mi-décembre 2014, l'Ukraine, excellent élève, reçut 350 millions de dollars d'aide militaire, s'ajoutant au milliard de dollars déjà approuvé par le Congrès américain en mars 2014.

Sur le plan politique, le dernier gouvernement ukrainien (*Iatseniouk II*) a ceci de particulier que trois ministères clés ont été attribués à des personnalités à qui la citoyenneté ukrainienne a été accordée par un décret de naturalisation, très peu de temps avant leur nomination¹. Le ministère des Finances est confié à Natalie Jaresko, femme d'affaires née aux États-Unis où elle supervisait un fonds de placements privé créé par le gouvernement américain pour investir en Ukraine. Le Lituanien, Aivaras Arbomavitchous, dirigeant de la filiale ukrainienne du fonds d'investissement *East Capital*,² est nommé à l'Économie. Et Sandro Kvitachvili, ancien ministre géorgien de la Santé et du travail, reçoit le ministère de la Santé, miné depuis toujours par la corruption.

The Oakland Institute détaille la prise de contrôle de l'économie ukrainienne dans deux études édifiantes datées de 2014³ : *The Corporate Takeover of Ukrainian Agriculture* et *Walking on the West Side; The World Bank and the IMF in the Ukraine Conflict*.

Laissant augurer l'implication déterminante, tant du gouvernement américain que des ONG privées pour le coup d'État de février 2014 à Kiev, voici ce que déclarait, en 2004, Michael McFaul,⁴ futur ambassadeur des États-Unis en Russie (de janvier 2012 à février 2014), à propos du *Soft Power* américain en Ukraine, au moment de la « Révolution orange » : « *Did Americans meddle in the internal affairs of Ukraine? Yes. The American agents of influence would prefer different language to describe their activities — democratic assistance, democracy promotion, civil society support, etc. — but their work, however labeled, seeks to influence political change in Ukraine. The U.S. Agency for International Development, the National Endowment for Democracy and a few other foundations sponsored certain U.S. organizations, including Freedom House, the International Republican Institute, the National Democratic Institute, the Solidarity Center, the Eurasia Foundation, Internews and several others to provide small grants and technical assistance to Ukrainian civil society. The European Union, individual European countries and the Soros-funded International Renaissance Foundation did the same.*»⁵

¹ *Le Monde*, 2 décembre 2014. http://www.lemonde.fr/europe/article/2014/12/02/l-ukraine-appelle-des-etrangers-a-la-rescousse-pour-former-son-gouvernement_4533094_3214.html.

² *East Capital* est un gestionnaire d'actifs de tout premier plan sur les marchés émergents et frontières. Le groupe, société autonome établie en 1997, gère environ 2,5 milliards d'euros en OPCVM, en private equity ainsi qu'en mandats, pour une large clientèle internationale dont de grandes institutions. Source : <http://www.eastcapital.com/fr-FR/Corporate/About-East-Capital/This-is-East-Capital/>

³ <http://www.oaklandinstitute.org/walking-west-side-world-bank-and-imf-ukraine-conflict>.

⁴ Michael McFaul est identifiable dans les organigrammes de la *Freedom House* et de la NED.

⁵ « Meddling In Ukraine. Democracy is not an American plot », *The Washington Post*, 21 décembre 2004.

Pour résumer le cas de l'Ukraine, il apparaît que le plan américain qui vise ce pays depuis la fin de l'Union soviétique a pour but principal de l'ancrer à la Pologne atlantiste, et à l'UE en vue de préserver les intérêts géostratégiques américains. Les événements intervenus durant l'hiver 2013-2014 avec l'encadrement de la société civile ukrainienne par les ONG américaines et les fondations Soros ont confirmé ceci. Et depuis lors s'est ajoutée dans l'analyse des événements dans l'Est du pays une forte dimension russophobe, la presse atlantiste et, globalement l'ensemble des médias *mainstream* européens et américains, comme pratiquement tous les gouvernements européens, se déchaînant contre la Russie de Vladimir Poutine qui serait responsable du chaos qui vit l'est de l'Ukraine autonomiste ou fédéraliste.

Globalement, la pression qui s'exerce aujourd'hui sur Moscou avec force et qui s'accroît en ce printemps 2015 s'explique par des intérêts géostratégiques, économiques et commerciaux. La Russie est immensément riche en matières premières, tout comme l'Iran est riche en pétrole et en gaz naturel ou comme la Chine qui ne cesse d'accroître sa puissance sur le plan économique. Ces trois États font partie des cibles privilégiées du *Soft Power* américain à court ou à moyen terme¹.

Car outre leurs matières premières ou leurs atouts industriels, ils rechignent à suivre les injonctions américaines et n'adoptent pas sans réfléchir la logique que Washington entend leur dicter en politique étrangère (Syrie, Ukraine), comme en économie ou en finance internationale.

3.3. De nouvelles cibles pour les ONG américaines ? La Hongrie, la Tchéquie et Hong-Kong

Plutôt que de nous attarder dans ce qui suit sur les cas les plus connus d'interventions résolues et continues récentes des ONG américaines dans les affaires d'États souverains, comme le Venezuela, la Bolivie, la Russie ou les pays de l'espace arabe, nous avons choisi d'évoquer ici des situations où des États ou régions moins médiatisées. Ces études de cas n'en sont pas moins illustratives de l'implication des ces ONG, et donc du gouvernement états-unien dans tout ce qui touche au respect de la doxa ultralibérale et de la démocratie de marché sous domination américaine et européenne.

La Hongrie

Depuis 2010, la Hongrie, dirigée à nouveau par Viktor Orbán, se trouve dans le collimateur de l'administration Obama, de l'UE, mais aussi des *Democracy makers* américains qui attendent peut-être le bon moment pour intervenir et imposer une alternative politique à Orbán.

Washington et Bruxelles se sont mobilisés depuis 2011 contre la politique du Premier ministre Viktor Orbán, qui entend mener une politique nationaliste atypique au sein de l'UE, et entretenir des relations de grande proximité avec Moscou.

Orbán devint Premier ministre de la Hongrie pour la première fois en 1998. Il avait alors conduit, l'entrée de la Hongrie dans l'OTAN, en même temps que la Pologne et la République tchèque, et dans l'Union européenne. Il avait alors subi les foudres de

¹ Souvenons-nous de l'échec de la « Révolution verte » en Iran, en 2009, autre avatar des « Révolutions colorées » *made in USA*.

Moscou. L'un de ses conseillers américains de l'époque était James S. Denton, directeur de *Freedom House* entre 1997 et 2001 et qui fut aussi très actif pour conseiller les fondations américaines pour faire tomber Slobodan Milošević, en Serbie, en 2000. Orbán était alors très apprécié par les néoconservateurs de Washington. En 2001, il reçut même le « Prix de la Liberté » de *l'American Enterprise Institute*, un *Think Thank* néoconservateur très influent¹.

Mais, en 2010, après six ans passés dans l'opposition, Viktor Orbán fit son retour avec le Parti hongrois d'union civique (Fidesz) et paré, cette fois, d'ambitions nationalistes.

Parmi les premières mesures innovantes décidées par le gouvernement Orbán, on note la nationalisation des fonds de pension. Une mesure estimée indispensable pour endiguer la mainmise du capital international (essentiellement américain) sur les retraites des Hongrois. Le gouvernement limita ensuite l'indépendance de la banque centrale qui sera dès lors contrôlée par l'État. Enfin, Budapest ne renouvela pas un prêt du FMI, en 2011 « *optant plutôt pour un financement sur le marché et pour maintenir le FMI éloigné des politiques économiques du gouvernement.* »

Le Premier ministre allait même s'écarter de la dépendance financière vis-à-vis du FMI lorsqu'en août 2013, le ministre hongrois de l'économie annonça que la Hongrie avait réussi, au moyen d'une « *politique budgétaire disciplinée* », à rembourser les 2,2 milliards d'euros que le pays devait à l'organisation. Le président de la Banque nationale hongroise, György Matolcsy, exigea alors du FMI la fermeture de tous ses bureaux à Budapest. Orbán prit aussi des mesures économiques iconoclastes au sein de l'UE, multipliant les taxes visant des secteurs prisés par des sociétés étrangères, encadrant les prix de l'énergie, et obligeant les banques (pour la plupart étrangères) à rembourser des milliards d'euros d'intérêts jugés indûment perçus.

Tout ceci faisait tache pour l'UE, qui s'inquiétait des velléités d'indépendance de la Hongrie. Cette politique téméraire ne plaisait pas plus à Washington, ni à Wall Street, comme l'indique le *New-York Times*, en mars 2013 : « *Cela pourrait s'avérer périlleux, avertissent les économistes, dans un petit pays comme la Hongrie qui ne peut se financer sans capital étranger*². »

A l'été 2014 Orbán définissait son programme politique comme suit : « *le nouvel État que nous sommes en train de construire est un État illibéral, un État non libéral. Il ne refuse pas les valeurs fondamentales du libéralisme, comme la liberté, etc. Il ne doit toutefois pas faire de cette idéologie un élément central de l'organisation de l'État, mais pratiquer plutôt une approche nationale qui lui est propre.* »³ Non seulement la Hongrie avançait vers une relative indépendance financière et proposait de s'écarter du modèle libéral européen, mais de plus, elle continuait aussi à passer des accords commerciaux et énergétiques avec Moscou.

La Hongrie, qui tire les trois-quarts de ses ressources énergétiques de l'ancien bloc soviétique a signé avec la Russie un contrat pour doubler, d'ici à 2023, la capacité de la centrale nucléaire de Paks, grâce à un financement de 11 milliards d'euros consenti par Moscou en faveur de Budapest. Après la

¹ *L'American Enterprise Institute* fut créé en 1943. Il représente les intérêts du patronat états-unien et héberge la *Nouvelle initiative atlantique* (NAI) laquelle travaille sur les programmes d'intégration euro-atlantique, et le projet pour un nouveau siècle américain (PNAC) qui a conçu le programme de la présidence de George W. Bush.

² Dan Bilevsky, "Hungarian Prime Minister Cements Control Over Central Bank", *The New-York Times*, 1er mars 2013. <http://www.nytimes.com/2013/03/02/business/global/selection-of-hungarian-bank-chief-raises-fears.html>.

³ <http://budapestbeacon.com/public-policy/full-text-of-viktor-orbans-speech-at-baile-tusnad-tusnadsurdo-of-26-july-2014>.

Finlande, où le géant russe Rosatom avait décroché, en décembre 2013, un contrat pour construire une centrale, la Hongrie est le deuxième pays de l'UE à signer avec Rosatom. Vladimir Poutine confirmait par là sa volonté de faire de Rosatom, en Europe centrale, un objet d'influence géopolitique aussi puissant que Gazprom, l'autre géant de l'énergie russe.

Budapest était auparavant passé outre les exigences européennes d'interrompre la construction du grand gazoduc russe *South Stream* en adoptant une loi autorisant la traversée de son territoire par ce gazoduc. A propos des projets de gazoducs hongrois avec la Russie, *The New York Times*, titra : « *Le glissement dangereux de la Hongrie*¹ ». La Hongrie glissait selon cet article vers l'autoritarisme tout en défiant les « valeurs européennes. »

En outre, le refus du Premier ministre Viktor Orbán et de son parti Fidesz de rejoindre les États qui semblent s'engager sans une nouvelle Guerre froide menée contre la Russie s'est concrétisé par l'acceptation par Budapest de la traversée de son territoire du futur gazoduc paneuropéen *Turkish Stream*², mais aussi par sa politique menée contre les banques et compagnies énergétiques étrangères.

Soucieux de la souveraineté de la « nation hongroise » le Premier ministre, de plus en plus violemment contesté par l'UE, n'avait pas hésité à lancer, en juin 2014, malgré les remontrances du Conseil de l'Europe, puis des États-Unis, des poursuites contre 58 ONG bénéficiant de fonds norvégiens, au motif qu'elles soutiendraient des « activités politiques. » La société civile hongroise pourrait perdre 140 millions d'Euro en cas de retrait définitif de ces ONG de Hongrie. A l'été 2014, Orbán critiqua ouvertement les États-Unis, observant qu'ils avaient échoué à résoudre la crise financière mondiale qu'ils avaient eux-mêmes provoquée. Il fit à cette occasion l'éloge de la Chine, de la Turquie et de la Russie, qu'il considérait comme des modèles à suivre.

C'en était trop. Faisant pression sur Budapest, en octobre 2014, la diplomatie américaine avait déclaré indésirables aux États-Unis six responsables hongrois soupçonnés de corruption, dont la directrice du fisc, Mme Ildiko Vida, pour des faits présumés de malversation. Selon Orbán cette affaire de refus de visas montre que Washington veut renforcer son influence en Europe de l'Est : « *Une nouvelle époque a commencé: les USA se sont mis non seulement à se mêler de la politique intérieure des pays de l'Europe de l'Est, mais aussi à y prendre une part active. Ils tentent de nous entraîner dans un conflit catastrophique. La Russie et les États-Unis se dirigent vers une nouvelle Guerre froide, mais nous n'avons aucune envie d'y participer.* »

Enfin, en décembre 2014, le Premier ministre hongrois Viktor Orbán a sévèrement critiqué la politique européenne des États-Unis et s'était insurgé contre les accusations américaines de corruption proférées contre plusieurs hommes politiques hongrois et avait condamné « *l'ingérence américaine dans la politique intérieure des pays de l'Europe de l'Est.* »

Victor Orbán qui recevait des louanges appuyées du sénateur américain John McCain, qui voyait encore en lui, en 2008, un « héros national dans le sens le plus original du terme »³, se voyait ensuite cloué au pilori par le même John McCain qui tint six ans

¹ "Hungary's Dangerous Slide," *The New York Times*, 5 novembre 2014.

² Ce gazoduc devrait dès la fin de 2016 compenser l'abandon du projet *South Stream* vers l'Union européenne. Le monopole gazier russe Gazprom souhaite par là mettre fin au transit du gaz russe via l'Ukraine avant 2020. Le projet *South Stream*, abandonné par la Russie en décembre 2014, prévoyait de construire un gazoduc reliant la Russie et l'Europe du Sud. Gazprom avait dû y renoncer en raison de la position de la Bulgarie qui avait suspendu les travaux de construction du gazoduc à la demande *express* de la Commission européenne.

³ <http://budapestbeacon.com/politics/senator-john-mccain-calls-viktor-orban-neo-fascist-dictator>.

plus tard le discours suivant à propos de la Hongrie : « *une nation au bord de céder sa souveraineté à un dictateur néo-fasciste.* »¹

Avec la visite d'Angela Merkel à Budapest, le 2 février 2015, l'affirmation de Budapest de son soutien aux sanctions contre la Russie et à l'intégrité territoriale de l'Ukraine, ainsi que plusieurs autres signes d'apaisement ont cependant quelque peu rassurés l'UE.

Mais, quelques jours plus tard, en conférence de presse commune, Vladimir Poutine et Viktor Orbàn ont aussi réaffirmé, le 17 février 2015, leur volonté de coopérer dans le cadre du nouveau projet de gazoduc *Turkish Stream*, une alternative au projet *South Stream*, aujourd'hui abandonné. Le tracé de ce gazoduc acheminera le gaz russe vers l'Europe via la Turquie, la Grèce, la Macédoine, la Serbie et la Hongrie.

Le 17 novembre 2014, des milliers de manifestants s'étaient rassemblés devant le parlement hongrois, lors d'une « *journée d'indignation publique* » pour protester contre la corruption et la politique générale du gouvernement Orbàn. Les slogans étaient : « *Orbàn offline!* », « *Europe* », « *Democracy* » ou « *Regime change.* »

Alors que les critiques extérieures continuaient d'affluer sur la concentration des pouvoirs, la limitation des droits et des libertés et sur les médias, la popularité du Fidesz a subitement chuté passant de 38% à 26% à la fin de l'année 2014². Après des contestations massives, en décembre, le gouvernement avait renoncé à un projet de loi pour une taxe sur internet.

Après cinq ans de triomphes électoraux, le Premier ministre Viktor Orbàn a même perdu, le 22 février 2015, lors d'une élection partielle, la « *super-majorité* » parlementaire dont il disposait depuis 2010. Une première victoire pour le Soft Power de l'UE. et des États-Unis ?

Les « *democracy makers* » véhiculent en Hongrie, et à l'extérieur du pays, les critiques habituelles constatées lors des Révolutions de couleurs. Orbàn « *détruit la société civile* », « *réprime les ONG* », « *s'oppose à la démocratie libérale* » et « *devient autoritaire.* » Partant, le stade suivant pourrait consister en la formation d'une coalition hétéroclite issue de la société civile composée de jeunes, de lycéens plutôt apolitiques, mais opposés à la corruption, d'opposants aux contours mal définis et de technocrates libéraux.

Remarquons qu'aujourd'hui entrent déjà en scène quelques personnages qui pourraient rapidement monter en puissance. Zsolt Varady, expert en réseaux sociaux présent à toutes les manifestations contre Orbàn, en 2014, et Gabor Vago, un jeune économiste libéral membre du Parlement hongrois depuis 2010. Selon Varady, la stratégie de contestation de rue classique qui doit être menée par la *société civile hongroise sera essentielle pour les entrepreneurs libéraux qui veulent se libérer d'Orbàn qui limite leurs capacités à faire du business.* M. Varady a un profil radicalement différent de celui d'Orbàn. Un homme sans appartenance politique, non élu, pro-occidental qui entend aider et développer les ONG hongroises.

La Hongrie sera-t-il le prochain pays à subir le *changement de régime* fomenté par la NED, changement qui s'accompagnera des techniques de déstabilisation tirées du manuel de Gene Sharp ? A ce stade, les ONG américaines peinent encore à trouver des relais solides au sein de la société civile hongroise. Espérer trouver des groupes

¹ <http://fr.euronews.com/2014/12/04/l-americain-mccain-traite-le-hongrois-viktor-orban-de-dictateur-neo-fasciste>. 4 décembre 2014.

² RTBF, 23 décembre 2014. http://www.rtb.be/info/monde/detail_hongrie-un-coup-de-froid-politique-pour-viktor-orban?id=8633333.

organisés et des partis à l'affût du pouvoir comme en Ukraine apparaît en tout cas prématuré dans le cas hongrois.

Mais si Orbàn, qui devrait rester au pouvoir jusqu'aux élections législatives de 2018¹, s'obstine à mener une politique « indépendante » vis-à-vis des bailleurs de fonds « autorisés » et persiste dans sa politique de proximité avec la Russie de Poutine, la Hongrie connaîtra certainement de grandes manifestations organisées par une société civile financée et épaulée par les ONG américaines, mais nul ne peut aujourd'hui parier sur un agenda déterminé.

En tout cas, la Hongrie d'Orbàn est un magnifique exemple d'État susceptible de connaître une révolution colorée. Car sans prendre parti ici pour ou contre la politique menée par le Fidesz, depuis 2010, il est clair que la façon dont ce parti nargue les déterminants économiques, financiers et diplomatiques de l'UE et, par ricochet les intérêts américains, fait du pays magyar un sujet hérétique à surveiller de très près.

La Tchéquie

Comme pour la Hongrie, l'administration Obama s'est exprimée très durement, en 2014, contre le président tchèque, Miloš Zeman, arrivé au pouvoir en 2013. Lors du sommet de l'OTAN, en septembre 2014, Zeman avait osé demander des preuves du fait que les troupes russes avaient bien envahi l'Ukraine. Il avait ensuite appelé les États-Unis et l'Union européenne à mettre fin aux sanctions contre Moscou, faute d'avoir reçu les preuves demandées. Les États-Unis avaient alors utilisé leurs réseaux au sein de la société civile et auprès des médias tchèques pour lancer une vaste campagne discréditant le président Zeman. Zeman s'était aussi distingué par des propos sévères tenus contre l'opposant-oligarque russe, chéri par Washington, Mikhaïl Khodorkovsky et aussi à l'égard des Pussy Riots.²

Du fait des pressions et critiques étrangères, à l'occasion des commémorations des 25 ans de la « Révolution de velours », le 17 novembre 2014, Miloš Zeman avait été conquis et avait du faire face à la colère de milliers de manifestants du fait notamment de ses récentes prises de position jugées prorusses.

Carl Gershman, le président de la NED, avait pour sa part dénoncé les prises de positions du gouvernement de Prague dans un article du *Washington Post* publié la veille, le 16 novembre 2014³. Le président de la NED terminait son article par une menace à peine voilée destinée à la fois à la Tchéquie et à la Russie : "*May the ceremony celebrating Havel's life send a message to his successors that they do their nation and its reputation great harm by retreating into small-mindedness at a time when whirlwinds from the outside world are gathering with very dangerous force.*"

Zeman avait suscité la controverse dans son pays et aussi à l'extérieur à propos de la situation en Ukraine : « *Ce qui se passe en Ukraine est avant tout une guerre civile* », avait-t-il affirmé, en octobre 2014, en niant la présence des forces russes sur le territoire

¹ Les élections législatives hongroises d'avril 2014 ont donné une large victoire au Fidesz qui conserve sa majorité des 2/3 au Parlement.

² Les propos du président Zeman lors de l'émission *Hovory z Lan* (entretiens télévisuels mensuels), le 2 novembre 2014, ont largement contribué à la chute de sa cote de popularité. Le chef de l'État est passé en un mois de 60% à 37% d'opinions positives (selon un sondage réalisé par CVVM à la fin du mois de novembre.)

³ Carl Gershman, "Are Czechs giving up on moral responsibility?", *The Washington Post*, 16 novembre 2014.

ukrainien et critiquant les sanctions « *totalelement injustifiées et contre-productives* » contre la Russie du président Poutine. A propos des sanctions prises contre Moscou, il déclara : « *Il y a eu quarante ans de sanctions contre Castro et il est toujours là ! Il vaut bien mieux infléchir une politique par l'infiltration ou la division idéologique en échangeant des habitants, des entrepreneurs, des touristes. La Russie se sent comme une forteresse assiégée et Poutine a une popularité de 90 % ! Non, je crois davantage au cessez-le-feu, en espérant qu'il y aura un contrôle international. Je suis aussi favorable aux exercices de l'Otan en Ukraine, c'est dissuasif. Il est complètement irrationnel de penser que Vladimir Poutine veut l'Ukraine de l'Est où l'industrie est en déliquescence. Nous exagérons les risques avec l'Ukraine mais nous sous-estimons les risques avec l'État islamique.*¹ »

Qualifié de « *cafard russe* » et conspué devant ses homologues allemand, slovaque, polonais et hongrois, à l'occasion des cérémonies du 17 novembre 2014, Miloš Zeman avait déclaré : « *Je n'ai pas peur de vous, de même que je n'ai pas eu peur il y a vingt-cinq ans*². » Quatre jours plus tard, la NED organisait une rencontre³ à Washington avec l'ambassade de Tchéquie pour débattre sur le thème de la lutte pour la démocratie en Tchéquie et en Ukraine.

Ces réactions d'hostilités vis-à-vis du président Zeman sont étonnantes par leur ampleur. Car Zeman est tout le contraire d'Orbán. Il est même beaucoup moins eurosceptique que son prédécesseur Vaclav Klaus, et envisage clairement une adhésion à l'euro à l'horizon 2020, même si la grande majorité des Tchèques est encore hostile à cette perspective.

Pour Washington, Zeman souffre de la comparaison avec le très atlantiste et très chéri Vaclav Havel auquel il ne rend pas hommage comme il se devrait, au vu de ses déclarations jugées pro-russes voire révisionnistes lorsqu'il minimise, par exemple, la répression policière contre les manifestants lors de la « Révolution de velours », il y a 25 ans.

Zeman avait aussi affirmé, au grand dam de Washington, que la Tchéquie était d'accord d'intensifier ses relations commerciales avec la Chine tout en précisant que la question des droits de l'homme en Chine ne devrait pas faire obstacle au commerce sino-tchèque. Dans la même veine, Petr Drulák le vice-ministre des Affaires étrangères tchèque, avait déclaré en Pologne : « *You can't fight hunger with human rights*.⁴ »

Mais ce qui avait le plus irrité le président de la NED, Carl Gershman était une décision prise par le ministère des Affaires étrangères tchèque de ne plus financer les opérations de *Regime change* à Cuba, en Biélorussie et en Chine via le programme « Trans » (*Transformation aid, the Transition Promotion Program of the Czech Foreign Ministry*) qui fait partie du réseau d'aide intergouvernemental à la publication en ligne de George Soros « *Transition Online - TOL*⁵ » dont le contenu éditorial est totalement en phase avec les buts poursuivis par la politique étrangère américaine et dont le mot d'ordre est le suivant : « *Support independent journalism in Central & Eastern Europe. Donate to TOL!* »

¹ *Les Echos*, 12 septembre 2014 :

http://www.lesechos.fr/journal20140912/lec1_monde/0203767230886-m-ilos-zeman-le-principal-objectif-est-desormais-ladhesion-a-leuro-meme-si-les-tcheques-y-sont-hostiles-1041676.php.

²<http://mobile.courrierinternational.com/article/2014/11/19/milos-zeman-president-conspue-lors-de-la-fete-nationale>. 19 novembre 2014.

³ NED : « *25 Years After the Velvet Revolution: The Continuing Struggle for a Europe Whole and Free.* »

⁴ TOL, 22 octobre 2014. <http://www.tol.org/client/article/24526-the-czech-republics-final-transition.html>

⁵ <http://www.tol.org>.

Les fonds débloqués annuellement par la Tchéquie (via le *Department of Human Rights & Transition Promotion Policy*) sont aussi alloués à des ONG pour aider l'activisme citoyen et les mouvements d'opposition dans des pays où ces activités sont menacées. On peut voir sur le site de TOL une série de projets en cours et à venir pour aider le journalisme indépendant¹ qui sont cofinancés par la NED et par les gouvernements, dont jusqu'il y a peu, la Tchéquie. Citons parmi ceux-ci le projet «*Developing New Media Skills in Moldova*»,², cofinancé par la NED et par le Programme de promotion des transitions du ministère des Affaires étrangères de la Tchéquie qui a pour but d'aider un groupe Moldave à maîtriser les derniers outils du journalisme en ligne et de développer une communauté d'experts en médias électroniques.

Petr Drulák avait encore lancé une autre polémique ouverte avec Washington en expliquant que *l'approche* des droits humains de Vaclav Havel était basée sur un «*faux universalisme*» qui imposait aux autres la vision américaine de la société idéale, allant jusqu'à assimiler Havel aux néoconservateurs américains.

Ceci dans le contexte où la vice-secrétaire d'Etat, Victoria Nuland, avait déclaré que l'Europe centrale ne se positionnait pas assez clairement face aux volontés jugées expansionnistes de Vladimir Poutine, exprimant par là la vision critique américaine d'une région d'Europe jugée «*peureuse et irresponsable.*»

Si les déclarations jugées inacceptables prononcées par les gens actuellement au pouvoir à Prague et si les mesures restrictives prises par la Tchéquie contre des programmes d'aides à la transition devaient se poursuivre, il semble vraisemblable que ce pays deviendrait une cible privilégiée des ONG américaines qui ne manqueraient alors pas d'encadrer la société civile tchèque, en vue de manifestations pacifiques de grande ampleur pour déstabiliser le gouvernement et le président Miloš Zeman.

La brève analyse du cas tchèque est intéressante en ce qu'on peut y lire l'information selon laquelle un pays comme la Tchéquie finance des opposants politiques dans des pays étrangers, moyennant dans la plupart des cas un cofinancement avec la NED ou les fondations Soros, avec le programme *Trans*. Ce pays d'Europe est devenu aujourd'hui une cible pour les États-Unis, comme pour l'UE, tout simplement du fait qu'il demande des explications, notamment sur la politique menée en Ukraine et contre la Russie. Le *Soft Power* résolu des ONG américaines et de ses commanditaires irait-il jusqu'au *Regime change*, à l'occasion d'une nouvelle Révolution colorée ?

Hong-Kong

Du 22 septembre au début décembre 2014, la «*Révolution des parapluies*» mit face à face principalement des étudiants aux autorités du territoire de Hong-Kong et à Pékin. Ces événements présentent des similitudes avec les «*Révolutions de couleurs*», tant les ONG américaines semblent s'investir dans cette partie de la Chine.

Pour la première fois, une initiative de désobéissance civile massive contestant une réforme politique très restrictive et antidémocratique imposée par le Parti communiste chinois est parvenue à mobiliser plusieurs dizaines de milliers de citoyens. Les manifestants avaient occupé les grandes artères du centre de la région administrative spéciale de la Chine populaire pendant onze semaines.

¹ Ces aides s'adressent aussi bien l'Europe centrale et orientale qu'à la Russie, l'Asie centrale et au Caucase.

² <http://www.tol.org/client/project/24671-developing-new-media-skills-in-moldova>.

Les étudiants sont favorables à l'instauration d'une démocratie véritable, et à une élection libre et pluraliste du chef de l'exécutif¹. Ceci n'est envisageable que par une réforme du code électoral pour les élections de 2017.

La répression policière a contribué à élargir les soutiens dont a bénéficié le mouvement d'occupation. La Confédération des syndicats de Hong-Kong (HKCTU), avait appelé à une grève de solidarité² : « *Les travailleurs doivent se lever contre le gouvernement injuste et la répression violente. (...) Pour défendre la démocratie et la justice, nous ne pouvons laisser combattre seuls la répression. (...) Le Congrès national du peuple doit retirer le 'faux suffrage universel'. Le gouvernement de Hongkong doit recommencer la consultation sur la réforme politique. Les travailleurs ont demandé un système électoral équitable pour remédier au problème de longue date, un gouvernement qui penche vers les milieux d'affaires.* »³ Au 30 septembre 2014, dix-neuf syndicats avaient signé une déclaration commune de soutien aux manifestants.

Par ailleurs, les événements eurent un écho particulier à Taiwan, où d'importantes mobilisations avaient eu lieu en opposition à un traité de libre-échange sino-taïwanais. Pékin et Taïpei, hier en état de guerre, évoluent aujourd'hui vers une alliance entre la bourgeoisie bureaucratique du Parti communiste chinois avec une partie des élites taïwanaises pour assurer le bon développement du business.

Le modèle original de Hong-Kong pourrait-il s'exporter pour un rapprochement sino-taïwanais ? Ceci pourrait être remis en cause du fait du refus de Pékin d'honorer ses engagements, pris en 1997, pour faire évoluer le système en vigueur à Hong-Kong vers plus de démocratie politique, ce qui risque de refroidir les décideurs taïwanais.

Ce dernier élément indique que la « Révolution des parapluies » est un événement extrêmement important. Car ce qui se déroule à Hong-Kong influence clairement les relations internationales et régionales de la Chine.

Le journal *South China Morning Post* (SCMP) était devenu le média de référence pour suivre en temps réel les manifestations. C'est le SCMP qui avait donné un nom au mouvement et suggéré des logos et slogans pour cette mobilisation qui s'appellerait la « Révolution des parapluies. »

Selon ce média, un des hommes clés du mouvement *Occupy Central* (l'appellation d'un collectif citoyen) est Benny Tai, un professeur de droit de l'Université de Hong Kong. Le journal cite également comme coorganisatrice, Audrey Eu Yuet-mee, présidente du Parti civique, et seule représentante pressentie jusqu'à présent pour le camp pro-démocratie en vue des élections du chef de l'exécutif, en 2017.

Les manifestations de l'automne 2014 ont reçu un accueil médiatique très favorable de la part des États-Unis où tous les reportages s'extasiaient devant l'occupation du quartier d'affaires de Hong-Kong (*Central*). Le Secrétaire d'Etat américain, John Kerry avait même demandé officiellement au ministre des Affaires étrangères chinois, Wang Yi, de respecter les étudiants et de prendre bonne note de leurs doléances. Celui-ci avait répondu classiquement en arguant du respect de la souveraineté chinoise.

¹ Le processus de désignation du chef de l'exécutif tant contesté s'établit aujourd'hui comme suit : Un collège électoral restreint de 7% élit un comité de nomination au poste de chef de l'exécutif composé de 1200 membres. Les candidats sont élus (avant 2017) par ce comité à la majorité relative, et à partir de 2017 à la majorité absolue (plus de 50%), soit 601 votes minimum sur 1200. Un nombre limité de candidats (deux ou trois) est soumis au suffrage universel (le corps électoral compte 3,5 millions de personnes de plus de 18 ans).

² <http://www.ituc-csi.org/appel-de-la-confederation?lang=fr>.

³ http://www.europe-solidaire.org/spip.php?page=article_impr&id_article=33210.

Le mouvement *Occupy Central* serait-il mouvement politique spontané ? Ou bien un simple outil télégué par l'extérieur dans le but d'affaiblir le rôle de l'État dans l'économie chinoise, au profit d'investisseurs étrangers ?

Les leaders activistes ont apparemment un lien étroit avec le *National Democratic Institute* (NDI), qui, nous l'avons vu est financé par la NED. Ce qui est clair est que Benny Tai et Audrey Eu sont régulièrement intervenus aux forums organisés et financés par la NED et sa filiale la NDI¹. En outre, Benny Tai a bénéficié d'aides financières de la part de la NDI et de la NED pour le Centre de droit comparé et public (*Center for Comparative and Public Law*) dont il est membre actif du conseil d'administration.

Depuis 2012, Joshua Wong, autre jeune figure médiatique de la « Révolution des parapluies » serait quant à lui suivi de près par le NDI qui voit déjà dans le jeune garçon âgé aujourd'hui de 18 ans, un élément prometteur du mouvement pro-démocratie à Hong Kong. Martin Lee est un membre fondateur du Parti démocratique (Democratic Party), et Jimmy Lai se trouve à la tête du groupe *Next Medias*. Et d'autres, comme Joseph Zen, également cités par le SCMP comme chevilles ouvrières des manifestations, ont également participé activement à des conférences et séminaires sur la démocratie à Hong-Kong, financés et organisés par la NED qui est soutenue par des entreprises américaines ayant d'importants intérêts financiers à Hong-Kong (Boeing, VISA, McDonald's, Hilton Hotels ou encore Citygroup.)

Quelques médias occidentaux ont abordé ce sujet de l'influence américaine sur Hong-Kong, dont *Global Research* dans lequel on peut lire que les États-Unis admettent avoir financé les manifestations étudiantes dans la province chinoise.²

La démocratie rêvée par le NDI permettrait sans doute d'ouvrir grandes les portes à des candidats au poste de Chef de l'exécutif, en 2017, qui se mettrait au service des intérêts américains plutôt que chinois. Dans cette logique, la Maison Blanche avait annoncé clairement son soutien à la « révolution hongkongaise ». Dans un article du *Huffington Post*³, on peut en effet lire : « *Les États-Unis soutiennent le suffrage universel à Hong Kong et nous appuyons les aspirations de la population de Hong-Kong.* »

Les officiels et médias chinois quant à eux n'avaient pas hésité à qualifier les événements de *Révolutions colorées* financées par les Américains en les comparant aux mouvements de la société civile actifs en Ukraine, fin 2013, début 2014.

Des milliers d'ONG (au moins 30 000), sont répertoriées à Hong-Kong. Leur but officiel, pour une partie non négligeable d'entre elles, est de promouvoir la démocratie. Et dans la presse chinoise, de nombreux papiers font le lien entre ces ONG et les figures médiatiques d'*Occupy Central*. Selon *China.org.cn*, « *absolument tous les leaders d'Occupy Central sont, soit directement reliés au Département d'État américain, à la Fondation nationale pour la démocratie (NED) ou l'Institut national démocratique (NDI), soit impliqués dans un des nombreux réseaux mis en place par la NDI.* »⁴

Pourquoi une telle attention américaine ? Parce que Hong-Kong est une place financière importante qui a déjà dépassé Londres, New York et Singapour en matière d'environnement commercial, bancaire et financier, de facilités institutionnelles, de services financiers non bancaires et de marchés financiers. Cette région administrative

¹ Le NDI reçoit chaque année des fonds de la NED pour Hong-Kong : <http://www.ned.org/publications/annual-reports/2012-annual-report/asia/china-hong-kong>.

² <http://www.globalresearch.ca/us-now-admits-it-is-funding-occupy-central-in-hong-kong/5405680>.

³ *Huffington Post*, 29 septembre 2014. *White House Shows Support For Aspirations of Hong Kong People* http://www.huffingtonpost.com/2014/09/29/white-house-hong-kong_n_5901782.html

⁴ <http://www.mondialisation.ca/les-manifestations-de-hong-kong-les-raisons-profondes-de-ce-mouvement-pour-la-democratie>.

spéciale de la Chine est la porte d'accès financier de choix pour la Chine. Elle bénéficie d'un statut administratif privilégié propice aux banques d'investissements. Et les investisseurs domiciliés à Hong-Kong sont aujourd'hui les plus gros investisseurs financiers de Chine. Le rôle des banques y est inscrit dans le marbre jusqu'au moins 2047 suite à l'accord conclu en 1997 à la fin du bail britannique sur Hong Kong (*Hong-Kong Basic Law.*)

Le gouvernement chinois, tout en insistant pour réintégrer à terme la ville sous pleine souveraineté chinoise, avait accepté, en 1997, de garantir la pérennité du système capitaliste pour cinquante ans, par un accord appelé « *Un pays, deux systèmes.*» Hong-Kong devint alors une région sous statut administratif spécial de la République populaire de Chine (HKSAR). Selon cet accord sino-britannique, la HKSAR conserve son statut de place financière internationale et la libre circulation des capitaux. Les droits de propriété, les contrats, les actions d'entreprises, les droits d'héritage et l'investissement étranger sont tous garantis jusqu'en 2047.

Au début du mois de février 2015, de rares manifestations assez modestes ont encore été observées à Hong Kong où la police a estimé à moins de 10 000 le nombre de manifestants.

Alors que la domination militaire, économique et financière américaine s'affaiblit dans le monde, le « *pivot vers l'Asie* » essentiellement à visée commerciale, de l'administration Obama, signifie surtout que les élites américaines et son corps militaire ont pris la décision de contenir, voire d'affronter vigoureusement la Russie et la Chine. C'est dans cette logique stratégique que s'inscrit l'enjeu de Hong-Kong pour les ONG américaines, soucieuses d'anticiper l'échéance de 2047.

Sur le site du NDI, on peut lire à ce propos : « *Entre 1997 et 2011, le NDI a organisé une série de missions à Hong Kong afin d'envisager l'élaboration du cadre des élections à Hong Kong, le statut d'autonomie, l'État de droit et les libertés civiles ainsi que les perspectives et les défis de la démocratisation.*»

CONCLUSION

Au vu des exemples de *Soft Power* véhiculés par les ONG américaines que nous avons choisis de présenter ici, parmi tant d'autres disponibles, il apparaît nettement que les liens organiques entretenus par les ONG américaines avec la politique étrangère américaine peuvent se comprendre comme une ingérence démocratique dans la politique des Etats visés.

Les ONG américaines, impliquées indirectement ou directement dans les affaires intérieures de la Hongrie, de la Tchéquie et de Hong-Kong illustrent, toute proportion gardée, le même phénomène d'influence et de manipulation médiatique qu'ont connu les « Révolutions arabes » (depuis 2011) ou les « Révolutions colorées » (de 2000 à 2005.)

Avec toujours une même méthode de décrédibilisation de ceux qui sont invités à faire amende honorable, ou dans le pire des cas, à quitter le pouvoir. Et, en même temps, la mise en avant de valeurs européen-américaines de liberté, de démocratie, de droits de l'homme et des femmes et du libre marché, menacées par des pouvoirs en place jugés « irresponsables » face à la nécessité de garder le cap de la « *bonne gouvernance*.»

Nos remarques conclusives portent sur la validité d'ensemble du concept de *Smart Power*, les limites de son champ d'application et son avenir. Il semble, au terme de cette étude, que trois phénomènes majeurs soient posés.

- Le terrain du *Smart Power* a été balisé par l'administration de George W. Bush à la fin de son second mandat avec la « diplomatie transformationnelle », car les échecs militaires en Irak et en Afghanistan étaient devenus trop lourds à porter pour l'économie et pour la morale américaine. La nécessité du multilatéralisme était alors devenue une évidence pour les Républicains, comme pour les Démocrates. En ce sens, le *Smart Power* constitue bien une recette pour endiguer la perte d'influence américaine sur les affaires du monde.

- Le *Smart Power*, fait d'une utilisation réduite du *Hard Power*, a été expérimenté par l'administration Obama en Libye (2011), dans le cas Syrien (depuis 2011) et dans la gestion actuelle de la crise irakienne (2014-2015) consécutive à l'offensive de l'Etat islamique au cours de l'année 2014. La politique d'Obama en l'espèce ne peut être considérée comme hésitante, mais plutôt comme réfléchi et prudente conformément aux deux mots d'ordres « *Light footprint* » et « *Leading from behind*.» Le partage des tâches avec les alliés européens et arabes (*Burden sharing*) s'est vérifié dans l'attitude adoptée par Washington dans ces trois conflits.

Le *Smart Power* vient ici aussi au secours des États-Unis dans la mesure où de véritables politiques de *Nation building* pour ces trois pays aurait nécessité une utilisation non désirée du *Hard Power* sans aucune garantie de réussite. Washington a aussi réussi à faire partager à ses alliés sa politique d'intervention limitée (utilisation de

drones, bombardements ciblés, guerre secrète, etc.) en ne s'exposant plus en solitaire à des échecs retentissants. Cependant, le *Smart Power* pourrait être remis en question avec la nécessité qui se fait jour de neutraliser voire de détruite l'Etat islamique, comme l'atteste le nouveau départ à la hausse du budget 2016 réservé par le Congrès à l'armée américaine.

- Le *Soft Power* ou politique d'influence, partie intégrante du *Smart Power*, s'est mit en évidence, au cours de ces derniers mois, comme nous l'avons vu, en Ukraine, en Hongrie, en Tchéquie, à Hong-Kong et dans de nombreux autres endroits du monde (Venezuela, espace arabe, Bolivie, etc.) A l'image de ce même type d'intervention dans les affaires intérieures des Etats depuis les années 1980 sous Ronald Reagan. Mais nous pourrions dire que cette influence va souvent très loin en diabolisant toute forme d'opposition aux politiques menées par Washington, en menant parfois une politique de chantage économique vis-à-vis des Etats trop téméraires, et en utilisant la désinformation médiatique systématique pour arriver à ses fins. Ainsi, les sanctions financières et commerciales prises contre Moscou, en 2014, à propos de son implication et responsabilité présumée dans la guerre civile qui fait rage dans l'est de l'Ukraine font plus penser à du *Hard Power* qu'à un simple jeu d'influence. Les ONG américaines servant véritablement de relais offensif à la politique étrangère américaine. Cette tendance lourde de la politique étrangère américaine, depuis les années 1980, avec l'aide précieuse d'ONG en apparence indépendantes et respectables, dirigées par des comités bipartisans reflètent bien les intérêts de puissance tels qu'exprimés par l'Etat profond américain.

L'ouvrage d'Alain Joxe *Les Guerres de l'empire global*¹ peut ici illustrer notre propos : « *Il s'agit de promouvoir des démocraties corrompues et policières comme systèmes locaux de l'ordre financier néolibéral, quitte à s'accommoder avec des partis islamistes conservateurs, mais nullement hostiles aux avantages, pour les riches, de ces systèmes.*²»

En définitive, au vu de nos trois points de synthèse, si le *Smart Power* est venu opportunément en aide à la puissance américaine en quête d'une nouvelle légitimité et d'une pause stratégique jugée nécessaire, depuis 2009, la diplomatie et l'option multilatérale (internationaliste) semble bien rester la seule voie raisonnable pour assurer la paix mondiale.

Le *Smart Power* fait de sagesse et de réflexion politique et stratégique va-t-il triompher pour autant sur le terrain ? A lire et à entendre les « hégémonistes » américains, fervents défenseurs du *Hard Power*, il est permis d'en douter. Car nombreux sont ceux qui entendent risquer l'autre voie, celle de l'aventure telle qu'exprimée ci-dessous.

En juin 2013, alors qu'Edward Snowden était exilé à Hong-Kong, John McCain dans une interview à *BBC World News*, avait déclaré que puisque cette ville protégeait le traître Snowden, elle était un ennemi de l'Amérique. Et il appelait à une annexion de Hong-Kong par les États-Unis : « *After we take Hong Kong and capture Snowden, we need to seriously think about annexing the territory,' he continued. "They have a world-class port, a great stock market and the best dim sum in the world. I don't know why China*

¹ Alain Joxe, *Les Guerres de l'empire global. Spéculations financières, guerres robotiques, résistance démocratique*, La Découverte, 2012.

² *Le Temps*, 13 septembre 2013. http://www.letemps.ch/Page/Uuid/92f0d736-1bd7-11e3-b890-cd09ad28e84a/Syrie_linitiative_russe_nuance_le_d%C3%A9bat_et_mod%C3%A8re_les_app%C3%A9tits.

should have all of that and not us (...) Sure it will be a difficult adjustment at first. But everyone already speaks English, so half our work is done. In time Hong-Kongers will come to love our rule - just like the Hawaiians, the Filipinos and the Afghans »¹

Dans *The Atlantic*, en 2011, McCain avait déjà été très loin pour exprimer le but qu'il semblait assigner aux ONG américaines. Voici son propos : « *A year ago, Ben-Ali and Gaddafi were not in power. Assad won't be in power this time next year. This Arab Spring is a virus that will attack Moscow and Beijing.* »² »

À Washington, il apparaît bien, en ce début de printemps 2015, que la possibilité d'un règlement pacifique de la crise ukrainienne avec les Russes n'est pas à l'ordre du jour. Alors que l'UE semble chercher à jouer un jeu égal avec la Russie, le gouvernement américain durcit le ton et voudrait mettre Moscou à genoux en allant plus loin dans les sanctions pour mettre à mal les marchés russes, voire pour conduire à une faillite de l'économie en Russie en la privant de liquidités.

Lors de sa visite à Londres, le 21 février 2015, John Kerry, avait déclaré à propos des accords de Minsk 2 et des (peu évidentes) violations de ceux-ci par la Russie : « *Nous sommes sérieux: il y aura d'autres mesures, et ce seront des mesures qui mettront l'économie russe déjà en difficulté dans une situation encore plus douloureuse.* » *Et d'accuser la Russie d'adopter « un comportement extraordinairement lâche aux dépens de la souveraineté et de l'intégrité d'une nation.* »³ »

La guerre commerciale - car c'est de cela qu'il s'agit et non de la préservation de l'intégrité territoriale de l'Ukraine - peut difficilement être menée par les États-Unis sans la complicité active de l'UE. John Kerry n'en est pas dupe en déclarant : « *Nous menons une discussion sérieuse avec nos alliés européens, à propos de la nature des sanctions que nous allons présenter et de la date à laquelle elles devront entrer en vigueur. Je suis convaincu que des mesures supplémentaires viendront en réponse aux diverses violations du cessez-le-feu.* »⁴ »

Ainsi, au moment où le Président russe Vladimir Poutine se dit convaincu que parvenir à un accord de compromis politique avec l'Ukraine était souhaitable sous la forme d'une autonomie pour les provinces de l'est ou d'un statut fédéral pour l'Ukraine - ce que pourraient peut-être accepter Paris et Berlin -, Washington fait la sourde oreille et, de facto, passe du *Soft Power* au *Hard Power*. De son côté, le ministre britannique des Affaires étrangères, Philip Hammond, apporte à John Kerry son soutien sans faille.

Les États-Unis tentent-ils de nuire aux marchés financiers russes, pour provoquer un effet de levier et une vague de faillites d'entreprises russes, qui ne pourraient plus payer leurs dettes, libellées en dollars, et devenant ainsi insolvables ? Cette situation pourrait-elle miner la confiance et le moral du peuple russe et déclencher une révolte massive ? Ceci dans le contexte du tout récent soutien explicite apporté par Pékin à propos du dossier ukrainien à Moscou et sur le fait de l'escalade verbale initiée par les officiels américains contre Vladimir Poutine depuis quelques mois.

« Couveuses du Koweït », « Anthrax en Irak », « Zones d'ombres sur le 11 septembre », « Printemps arabes », « Révolutions de couleurs », « Euromaïdan », etc. autant d'intoxications émanant du gouvernement américain, aidé, selon les cas, par ses ONG. Et si, aujourd'hui, en 2015, il s'agissait de déstabiliser totalement la Russie en

¹ <http://www.abovetopsecret.com/forum/thread1034883/pg1>.

² *The Arab Spring: A Virus That Will Attack Moscow and Beijing*” <http://www.theatlantic.com/international/archive/2011/11/the-arab-spring-a-virus-that-will-attack-moscow-and-beijing/248762/>

³ <http://www.lopinion.fr/21-fevrier-2015/john-kerry-menace-moscou-nouvelles-sanctions-21585>.

⁴ <http://lesmoutonsenrages.fr/2015/02/27/les-etats-unis-veulent-detruire-leconomie-russe/>

détruisant son économie et sa crédibilité aux yeux du monde... et des BRICS ? Ce serait là un fameux glissement du *Soft Power* vers le *hard power*. Au mépris de l'ambition mesurée du *Smart Power* ?

Dans un article d'une rare violence péremptoire contre Moscou, « *Il faut secourir l'Ukraine* », paru le 25 janvier 2015 dans le quotidien *Libération*, le très atlantiste Bernard-Henri Levy et Georges Soros illustrent à merveille la dimension potentiellement mutante du *Soft Power* vers son meilleur (sic) compagnon de route, le *Hard Power*.

En voici quelques extraits : « *C'est une belle et noble aventure menée par un peuple rassemblé dans le projet commun de s'ouvrir à la modernité, à la démocratie, à l'Europe. Et c'est, jusqu'au sommet de l'Etat, le bel exemple donné par des hommes et des femmes d'exception qui n'ont pas craint, telle Natalie Jaresko¹, la nouvelle ministre des Finances, de renoncer à de brillantes carrières personnelles pour se vouer, corps et âme, au sauvetage d'un pays qui a payé au prix fort - celui des pires épreuves, parfois du sang - sa volonté de s'arrimer à l'Europe.(...) Le problème, c'est que cette nouvelle Ukraine est menacée, comme dans toutes les révolutions, par les tenants de l'Ukraine d'hier. Et le problème c'est, surtout, la fuite en avant de la Russie qui, à l'heure où nous écrivons ces lignes, accroît son offensive sur le double terrain où se jouent désormais les guerres. (...) Le terrain militaire avec, sur les frontières de l'Est et, en direction, désormais, de Debaltsevo, Marioupol et Avdeevka, l'escalade des combats et des provocations des séparatistes prorusses. Et le terrain financier, où des signes nombreux et concordants indiquent qu'un Poutine affaibli par le double effet des sanctions et de la baisse des prix du pétrole est bien décidé à contre-attaquer sur le même terrain et à tenter de mettre à genoux le gouvernement de monsieur Porochenko. Les démocraties, face à cela, sont, comme d'habitude, lentes à répondre. Et cette association de démocraties qu'est l'Union européenne est, comme il se doit, plus lente encore (...) D'un côté, l'abandon de l'Ukraine : ce serait une perte terrible, peut-être mortelle, pour une Europe qui aurait laissé la Russie diviser et régner. De l'autre, une mobilisation politique, économique et, à très court terme, financière des démocraties en direction d'un pays qui a foi en nos valeurs et qui, par sa foi même, les renforce : et l'Ukraine vivra ; et l'Ukraine l'emportera ; et peut-être même - qui sait ? - le peuple russe prendra-t-il modèle sur la nouvelle Ukraine pour s'engager, à son tour, sur le chemin de la démocratie et des réformes. Les heures à venir seront cruciales. L'Europe est à la croisée des chemins et de son destin.»*

Le *Smart Power*, concept politique clé de l'administration Obama, venu au secours d'une puissance américaine en perte de vitesse, est-il condamné à s'effacer devant les affaires du monde et sous la pression exercée sur le politique par les nostalgiques hégémonistes de l'hyperpuissance perdue, bien représentés au sein des comités directeurs bipartisans des fondations et ONG américaines financées par des fonds publics ?

Olivier Guilmain
Bruxelles, Mars 2015.

¹ Née le 24 avril 1965 à Chicago, Natalie Jaresko est américaine d'origine ukrainienne. Après avoir occupé des fonctions importantes au sein du département d'Etat aux Etats-Unis, elle vient s'installer en Ukraine. Elle est nommée ministre des Finances de l'Ukraine, le 2 décembre 2014, au sein du gouvernement Iatseniouk II. Madame Jaresko est aussi la CEO de Horizon Capital, société de placements qui gère un certain nombre d'investissements occidentaux en Ukraine.

SOURCES

Ouvrages et articles

- BADIE B. (2008) « *Le Diplomate et l'intrus l'entrée des sociétés dans l'arène internationale* », Fayard, Paris, 2008.
- BRZEZINSKI Z. (1997) "*The Grand Chessboard*", New York, Basic Books.
- DENECE E (dir.) CF2R (2012) « *La face cachée des révolutions arabes* », ellipses, Paris, 2012.
- GANGLOFF C (2008), « *L'import-export de la démocratie* », L'Harmattan, Paris, 2008.
- GUILHOT, N, (2001) « *Les professionnels de la démocratie. Logiques militantes et logiques savantes dans le nouvel internationalisme américain.* », in : Actes de la recherche en sciences sociales, 2001/4 (n° 139.)
- GUILMAIN O (2012), « *Le cas d'une ONG américaine, la NED (National Endowment for Democracy) ou l'influence des fonds publics américains sur le système politique des États dans le monde.* » In : « *La société civile : un cheval de Troie ?* » / OWEN, Bernard (Éditeur scientifique). Levallois-Perret : Studyrama, 2012. pp. 108-196.
- HAASS R. N. (1999) « *What to Do With American Primacy* », *Foreign Affairs*, vol.78, n°5, pp. 37-49.
- HAASS R. N. (2013) *Foreign Policy Begins at Home: The Case for Putting America's House in Order*, New York, Basic Books.
- HAGEL C. (2004) « *A Republican Foreign Policy* », *Foreign Affairs*, vol. 83, n°4, pp. 64-76.
- HUNTINGTON S. (1999) « *The Lonely Superpower* », *Foreign Affairs*, vol.78, n°2, pp. 35-49.
- IGNATIUS D. (2011) « *Obama's partnership deficit* », *Washington Post*, 10 juin.
- JOXE, A (2012), *Les Guerres de l'empire global. Spéculations financières, guerres robotiques, résistance démocratique*, La Découverte, Paris, 2012.
- KAGAN, R. (2004), *Le revers de la puissance ; Les États-Unis en quête de légitimité*, Plon, Paris.
- KISSINGER, H, (2014) "*World Order: Reflections on the Character of Nations and the Course of History*", Penguin UK.
- KRAUTHAMMER C. (1990-1991), « *The Unipolar Moment* », *Foreign Affairs*, vol. 70, n°1, pp. 23-33.
- LENDMAN, S. (dir) « *Ukraine : Le coup d'État fasciste orchestré par les États-Unis.*», Delga, 2014.
- MANN J. (2012) *The Obamians, The Struggle Inside the White House to Redefine American Power*, New York, Viking.
- MAZARR M. J. (2012) « *The risks of ignoring strategic insolvency* », *The Washington Quarterly*, vol. 35, n°4, pp. 7-22.
- NASR V. (2013), "*The Dispensable Nation: American Foreign Policy in Retreat*", New York, Doubleday.
- NYE J., KEOHANE D. (1977) *Power and Interdependence: World Politics in Transition*, Boston, Little, Brown, 1977.
- NYE J, *The Future of Power*, Public Affairs, New York, 2011.
- NYE Joseph S., « *Le Leadership américain. Quand les règles du jeu changent* », Nancy, PU Nancy, 1992.
- NYE, J (2004), « *Soft Power : Means to Success in World Politics* », PublicAffairs, New-York, 2004.

- PFAFF, W. (1989), «*Barbarian Sentiments: How the American Century Ends*», Hill & Wang (Farrar Straus & Giroux), New-York.
- PFAFF W. (1990-1991) « Redefining World Power », *Foreign Affairs*, vol. 70, n°1, pp. 34-48.
- SALAME G. (2005) « *Quand l'Amérique refait le monde* », Paris, Fayard.
- SANGER D. (2012) «*Confront and Conceal: Obama's Secret Wars and Surprising Use of American Power*», New York, Crown.
- WOODWARD B. (2010) «*Obama's Wars*», New York, Simon & Schuster.
- ZAKARIA F. (2008) «*The Post-American World*», New York & Londres, W.W. Norton.

Documents et discours officiels

- National Security Strategy (NSS 2015), February 2015, White House, Washington¹.
- Congressional Budget Justification: Department of State, Foreign Operations and Related Programs. Fiscal Year 2016. Département d'Etat, Washington, février 2015.
- « Hillary Clinton's Foreign Policy Address at the Council on Foreign Affairs », July 15, 2009, The White House, Washington D.C, www.state.gov/secretary/rm/2009a/july/126071.htm .
- « Obama's Speech on US Policy in the Middle East and North Africa », The White House, Washington D.C., May 19, 2011, www.whitehouse.gov/blog/2011/05/19/moment-opportunity-president-obama-middle-east-north-africa.
- « Remarks by the President in Address to the Nation on Libya », The White House, Washington D.C., March 28, 2011, www.whitehouse.gov/the-press-office/2011/03/28/remarks-president-address-nation-libya.

¹ http://www.whitehouse.gov/sites/default/files/docs/2015_national_security_strategy.pdf.

PRÉSENTATION DU

Fondé en 2000, le CENTRE FRANÇAIS DE RECHERCHE SUR LE RENSEIGNEMENT (CF2R) est un *Think Tank* indépendant, régi par loi de 1901, spécialisé sur l'étude du renseignement et de la sécurité internationale. Il a pour objectifs :

- *le développement de la recherche académique et des publications consacrées au renseignement et à la sécurité internationale,*
- *l'apport d'expertise au profit des parties prenantes aux politiques publiques* (décideurs, administration, parlementaires, médias, etc.),
- *la démystification du renseignement et l'explication de son rôle auprès du grand public.*

➤ ORGANISATION

Le CENTRE FRANÇAIS DE RECHERCHE SUR LE RENSEIGNEMENT (CF2R) est organisé en trois pôles spécialisés, regroupant une quinzaine de chercheurs :

- **Histoire du renseignement**, qui étudie les activités de renseignement à travers l'histoire ;
- **Politiques du renseignement**, qui analyse le fonctionnement du renseignement moderne ;
- **Nouvelles menaces et nouveaux risques**, qui a pour objet l'identification et le suivi des sujets d'intérêt des services de renseignement et de sécurité ;

➤ ACTIVITES

Autour de ces thèmes, le CF2R développe :

. des activités de recherche et l'encadrement de thèses. Chaque année, le CF2R décerne deux prix universitaires qui récompensent les meilleurs travaux académiques francophones consacrés au renseignement :

le "Prix Jeune chercheur" prime un mémoire de mastère,

le "Prix universitaire" récompense une thèse de doctorat ;

. des enseignements spécialisés, notamment un diplôme d'études supérieures « Management des agences de renseignement et de sécurité »,

. des colloques et des dîners-débats,

. des échanges et des partenariats avec des centres de recherches français et étrangers,

. des activités de veille et d'analyse,

- . des missions de conseil, d'étude et de formation au profit d'entreprises, de clients gouvernementaux, d'institutions internationales ou d'organisations non gouvernementales,
- . des actions de sensibilisation à l'intention de la presse, des parlementaires, des universités et des décideurs politiques et économiques,
- . des missions d'évaluation des conflits internationaux,
- . des publications, pour l'information du grand public.

Le CF2R met son expertise à la disposition des journalistes, scénaristes, romanciers, éditeurs et traducteurs pour les aider dans leur approche du renseignement (assistance pour conception de documentaires, conseil pour scénarios de films).

Enfin le CF2R développe un partenariat avec le projet SPYLAND, parc d'attractions consacré au monde du renseignement qui ouvrira ses portes en France en 2015.

➔ PUBLICATIONS

Les publications du CF2R comprennent :

- . des rapports de recherche, des bulletins de renseignement, des notes d'actualité, d'histoire ou de réflexion rédigés régulièrement par ses experts et disponibles sur son site internet,
- . le bulletin électronique hebdomadaire *Renseignor*, qui offre une synthèse de l'écoute des programmes radiophoniques étrangers en langue française,
- . le bulletin électronique mensuel *I-Sources*, qui recense l'ensemble des publications internationales récentes consacrées au renseignement,
- . la revue quadrimestrielle *Renseignement et opérations spéciales* (180 pages, éditions L'Harmattan),
- . la lettre mensuelle *Intelligence et Stratégie*, qui décrypte le dessous des cartes de la géopolitique mondiale et des grands enjeux internationaux,
- . plusieurs collections consacrées au renseignement (« Poche espionnage » chez Ouest France, « CF2R » chez Ellipses, « Culture du renseignement » chez L'Harmattan), ainsi que divers ouvrages individuels et collectifs.

Depuis sa création, le CF2R a réalisé un travail considérable pour une meilleure connaissance du renseignement en France et dans le monde francophone. Il a publié plus de 80 livres, 60 rapports de recherche, 300 articles, 350 notes d'analyse et 700 bulletins d'écoute radio. Le Centre a créé quatre revues ou lettres électroniques et a organisé 40 dîners-débats et une dizaine de colloques. Ses chercheurs ont donné plus de 150 conférences, animé de nombreux séminaires et ont accordé plus de 2 000 interviews dans les médias (TV, radio, presse écrite).

LES RAPPORTS DE RECHERCHE DU

Les Rapports de recherche (RR) publiés par le Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R) sont des travaux de recherche approfondis menés par un ou plusieurs de ses chercheurs, afin d'apporter des éléments d'information nouveaux sur un sujet d'actualité. Ces rapports sont téléchargeables sur le site www.cf2r.org

► Leslie Varenne et Eric Denécé, ***Racket américain et démission d'Etat. Le dessous des cartes du rachat d'ALSTOM par General Electric***, Rapport de recherche n°13, décembre 2014.

► Dr Farhan Zahid, ***Operation Cyclone and its consequences***, Rapport de recherche n°12 (en anglais), août 2014.

► Dr Farhan Zahid and Haider Sultan, ***The US Objectives in GWOT and their Effects on AfPak Theater***, Rapport de recherche n°11 (en anglais), juillet 2014.

► Dr Farhan Zahid, ***Islamist Radicalization in South Asia. Origins, Ideologies and Significance of Radical Islamist Violent Non-State Actors***, Rapport de recherche n°10 (en anglais), mai 2014.

► Gérald Arboit, ***Le renseignement, dimension manquante de l'histoire contemporaine de la France***, Rapport de recherche n°9, mars 2013.

► Sous la direction d'Eric Denécé, ***Syrie : une libanisation fabriquée. Compte-rendu de mission d'évaluation auprès des protagonistes de la crise syrienne***, Centre international de recherche et d'études sur le terrorisme et d'aide aux victimes du terrorisme (CIRET-AVT) et Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R), Paris, janvier 2012 (traduit en anglais et en arabe).

► Yves Bonnet, ***Iran : l'oublié du printemps***, Centre international de recherche et d'études sur le terrorisme et d'aide aux victimes du terrorisme (CIRET-AVT) et Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R), Paris, Décembre 2011.

► Sous la direction d'Eric Denécé (CF2R) et d'Yves Bonnet (CIRET-AVT), ***Libye : un avenir incertain, Compte-rendu de mission d'évaluation auprès des belligérants libyens***, Centre international de recherche et d'études sur le terrorisme et d'aide aux victimes du terrorisme (CIRET-AVT) et Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R), Paris, avril 2011 (traduit en anglais, en italien et en allemand).

► Eric Denécé & Gérald Arboit, ***Les études sur le renseignement en France***, Rapport de recherche n°8, novembre 2009.

- ▶ Eric Denécé & Valéry Gaudin, *Sous-traitance et externalisation : quels risques pour les établissements financiers et les entreprises de services et de conseil ?*, Paris, mai 2009.
- ▶ Nathalie Cettina, *Communication et gestion du risque terroriste*, Rapport de recherche n°7, mars 2009.
- ▶ Philippe Botto, *Noukhaev et le nationalisme tchéchène*, Rapport de recherche n°6, septembre 2008.
- ▶ Alain Rodier, *La menace iranienne*, Rapport de recherche n°5, janvier 2007.
- ▶ Nathalie Cettina, *Spécificités de la gestion organisationnelle de la lutte antiterroriste en Corse*, Rapport de recherche n°4, mars 2006.
- ▶ Général Alain Lamballe, *Terrorism in South Asia*, Rapport de recherche n°3, novembre 2005.
- ▶ Michel Nesterenko, *Project for a New American Century : la politique des néoconservateurs derrière la guerre contre la terreur*, Rapport de recherche n°2, octobre 2005.
- ▶ Eric Denécé, *Le développement de l'islam fondamentaliste en France : conséquences sécuritaires, économiques et sociales*, Rapport de recherche n°1, septembre 2005.

